



République Algérienne Démocratique et Populaire
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique
Université Mouloud MAMMERY de Tizi-Ouzou
Faculté des Sciences Économiques, Commerciales et des Sciences de Gestion
Laboratoire Développement-Economie-Finance-Institutions (D.E.F.I)
Groupe des Recherche sur la Gouvernance des Organisations (G.R.E.G.O)
Les 15 & 16 Décembre 2024

Colloque national hybride

(Présentiel et visioconférence)

Sur :

La Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) en Algérie : genèse, évolution et enjeux

*Corporate Social Responsibility (CSR) in Algeria: genesis, evolution
and challenges*

ARGUMENTAIRE

Pendant longtemps, le fonctionnement des sociétés s'est inscrit dans une course effrénée à la consommation des ressources et la production des biens et services, aboutissant à la détérioration du sens commun face à un individualisme de plus en plus prégnant. Locomotives de ce mouvement, les entreprises ont ainsi créé les conditions du développement technologique ayant permis l'enrichissement matériel des sociétés et des individus, mais ont également été en grande partie à l'origine de la détérioration de la planète (Bello, 2014). Responsables d'une situation dont elles ne peuvent se soustraire, ces entreprises sont naturellement conduites à s'inscrire de plus en plus dans une séquence de résolution de l'équation à trois variables du Développement Durable. Cette séquence qui a pour nom « Responsabilité Sociétale des entreprises » (RSE), se définit comme constituant la synthèse des attentes économiques, légales, éthiques et discrétionnaires (philanthropiques) de la société à l'égard des organisations à un moment donné (Carroll, 1979). La RSE regroupe ainsi une multitude de pratiques et d'actions menées par les entreprises afin de satisfaire les attentes des différentes composantes de la société.

Le développement de la RSE fait suite au déclin progressif de la firme traditionnelle et à l'avènement de la nouvelle firme, plus intensive en capital humain qu'en capital physique, ai

nsi qu'à la prise de conscience des dirigeants d'entreprise des risques que représenterait un capitalisme dérégulé (*Postel & Rousseau, 2009*).

Les attentes sociales et environnementales envers les entreprises se sont alors accrues et les entreprises se retrouvent de plus en plus en première ligne face aux revendications grandissantes de la société. Désormais objet de multiples transformations sous l'effet des politiques publiques de développement durable (DD) et de l'émergence de nouvelles pratiques liées à la prise en compte des préoccupations sociales et environnementales, les entreprises sont de plus en plus impactées par la consécration de la RSE et de ses référentiels, ce qui les transforme d'une manière significative et les pousse *in fine* à institutionnaliser de nouvelles formes d'organisation en leur sein... En effet, toute entreprise qui adopte une démarche socialement responsable est contrainte de procéder à des changements stratégiques et organisationnels... (*Khoutra & Mériane, 2018*). L'apport principal de la RSE est alors de contribuer à la transformation des entreprises dans cette perspective de progrès sociétaux, transformation qui touchera dès lors l'ensemble des aspects et composantes de l'entreprise...

Pourtant, bien que les discours sur les questions de développement durable soient le plus souvent optimistes et réconfortants, il n'en demeure pas moins que les recherches menées sur les problématiques environnementales et sur l'engagement sociétal des entreprises semblent augurer d'un déclin potentiel de nos systèmes actuels de production, de distribution et des structures sociales qui les sous-tendent.

En Algérie, c'est en novembre 2011, soit une année seulement après sa promulgation par l'International Standard Organization - Organisation Internationale de Normalisation (ISO), qu'a été officiellement adoptée la norme ISO 26000. Nombreuses sont alors les entreprises qui se sont lancées dans l'adoption des démarches liées à la responsabilité sociétale, sous l'impulsion combinée de l'isomorphisme et de la normalisation/standardisation des pratiques et des valeurs à l'échelle planétaire. Cela a dès lors permis à certaines entreprises d'intégrer le programme-pilote de la R.S/MENA (2001/2014), suivies ensuite par plus d'une vingtaine d'entreprises publiques et privées, ainsi que par quelques collectivités locales, lesquelles se sont investies dans ce processus de normalisation ISO 26000 (*RSE Algérie, 2022*)...

Ce colloque se donne pour ambition d'analyser la genèse, l'évolution, les processus, les enjeux et les défis sociétaux ainsi que les expériences pratiques liées à la prise en compte de la responsabilité sociétale par les entreprises et les répercussions qui en découlent. Il se propose de répondre à la question centrale suivante :

Comment les entreprises algériennes sont-elles impactées, dans leur structure et leur fonctionnement, par l'adoption de la RSE et par les défis et les enjeux inhérents à cette démarche ...?

L'organisation de ce colloque sur la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) en Algérie revêt une importance capitale pour divers acteurs de la société. Pour les entreprises, cet événement représente une plateforme essentielle pour discuter des meilleures pratiques en matière de RSE, favorisant ainsi leur développement durable et leur intégration harmonieuse dans l'économie nationale et mondiale. Les universitaires et chercheurs y trouvent une occasion précieuse d'échanger des connaissances et de promouvoir la recherche académique sur des thématiques cruciales telles que l'éthique des affaires et l'impact social. Quant aux managers et praticiens, le colloque offre un cadre idéal pour partager des expériences concrètes, explorer de nouvelles stratégies et renforcer leurs compétences en gestion responsable. Enfin, cet événement stimule la collaboration entre

secteurs public et privé, encourageant ainsi une approche collective et intégrée de la RSE qui bénéficie à l'ensemble de la société algérienne.

Pour alimenter et enrichir cette réflexion, nous sollicitons des contributions qui pourraient s'inscrire dans les grandes thématiques mentionnées ci-dessous. Néanmoins, cette liste n'est pas exhaustive et toutes les thématiques en lien avec la RSE seront les bienvenues et pourront faire l'objet de propositions de communication.

AXES DU COLLOQUE

1. Développement durable et RSE : genèse, théories et pratiques

- Définitions et évolutions conceptuelles
- L'entreprise responsable sous l'éclairage des théories
- La RSE dans les théories de la gouvernance
- Nature de l'engagement sociétal des entreprises
- RSE et parties prenantes
- Portée opératoire et pratique de la RSE

2. Politiques et expériences internationales de la RSE et spécificités

- Politiques internationales et régionales de la RSE
- Normes internationales relatives à la RSE

3. Les transformations induites par la responsabilité sociétale sur l'entreprise

- Mutations managériales : vers un management durable
- RSE et gouvernance d'entreprise : le passage vers une approche durable et renouvelée de la gouvernance
- Interprétations de la RSE par les parties prenantes
- RSE et performance des entreprises (PSE)
- Outils de pilotage et d'évaluation de la RSE
- Evolution numérique relative à la RSE
- RSE et système d'information de l'entreprise
- Création de valeur - Extension des logiques de valeur

4. Politiques publiques et RSE

- Etat et RSE
- Territorialisation des politiques publiques de développement durable et RSE
- Durabilité du territoire et durabilité de l'entreprise : impacts et interdépendance

5. RSE dans les entreprises algériennes : entre engagement épiphane et démarche stratégique

- Politique et stratégie algérienne de développement durable et de RSE
- Regards sur le cadre législatif algérien de la RSE
- Expériences concrètes de RSE en Algérie
- Labellisation des engagements RSE en Algérie : choix, enjeux et impacts
- La démarche RSE et sa réceptivité par les personnels des entreprises
- Engagement sociétal et contraintes financières...

6. Et toute autre thématique pertinente

Président du colloque

Docteur Mouloud GUERCHOUH

Comité Scientifique du Colloque

Professeure Roza AKNINE-SOUIDI (Présidente du comité)

ABRIKA Bélaïd	Professeur, Université de Tizi-Ouzou
ACHIR Mohammed	Maître de Conférences A, Université de Tizi-Ouzou
AGHERMIOU-RAHMOUNE Naima	Professeur, Université de Tizi-Ouzou
AHMED-OUAMAR Abdelmadjid	Professeur, Université de Boumerdes
AIT TALEB Abdelhamid	Professeur, Université de Tizi-Ouzou
AKKACHE-MAACHA Dahbia	Maître de Conférences A, Université de Tizi-Ouzou
AKNINE-SOUIDI Roza	Professeur, Université de Tizi-Ouzou
ALLAG Yacine	Maître de Conférences A, Université de Tizi-Ouzou
AMIAR-DOUADI Lila	Professeur, Université de Tizi-Ouzou
AMOKRANE-BEKKOUR Farida	Professeur, Université de Tizi-Ouzou
ARAB Abdellah	Maître de Conférences A, Université de Tizi-Ouzou
ASSOUS Nassima	Maître de Conférences A, Université de Tizi-Ouzou
BELAL Samir	Professeur, Université de Tizi-Ouzou
BELKHEMSA Ouardia	Maître de Conférences A, Université de Tizi-Ouzou
BERBAR Mouloud	Maître de Conférences A, Université de Tizi-Ouzou
BOUKRIF Moussa	Professeur, Université de Bejaïa
BOUREKACHE Ferroudja	Maître de Conférences A, Université de Tizi-Ouzou
CHENANE Arezki	Professeur, Université de Tizi-Ouzou
CHIKH-AMNACHE Sabrina	Professeur, Université de Tizi-Ouzou
CHIKH-BOUBEGHLA Nabila	Maître de Conférences A, Université de Tizi-Ouzou
CHITTI Mohand	Professeur, Université de Bejaïa
DEHAK Abdennour	Professeur, Université de Tizi-Ouzou
DURAND FALCO Jonathan	Professeur, Université Saint-Paul, Ottawa, Ontario, Canada
GHEDDACHE Lyes	Professeur, Université de Tizi-Ouzou
GUELMINE Mohamed Hicham	Maître de Conférences A, Université de Tizi-Ouzou
GUERCHOUH Mouloud	Maître de Conférences A, Université de Tizi-Ouzou
HAMOUTENE-AICHE Ouerdia	Maître de Conférences A, Université de Tizi-Ouzou
IGUERGAZIZ Wassila	Maître de Conférences A, Université de Tizi-Ouzou
KARA Rabah	Professeur, Université de Tizi-Ouzou
LAICHE Mohamed	Maître de Conférences A, Université de Tizi-Ouzou
LEGHIMA-AISSAT Amina	Professeur, Université de Tizi-Ouzou
MAATALLAH Mohamed	Maître de Conférences A, Université de Tamanrasset
MOKRANE Ali	Maître de Conférences A, Université de Tizi-Ouzou
MOULAI Kamel	Professeur, Université de Tizi-Ouzou
MOUSSAOUI Abelhakim	Maître de Conférences A, Université de Tizi-Ouzou
OUALIKENE Selim	Professeur, Université de Tizi-Ouzou
OUAMAR-BERKAL Sabrya	Maître de Conférences A, Université de Tizi-Ouzou
OUCHALAL Houria	Maître de Conférences A, Université de Tizi-Ouzou
OUKACI Kamel	Professeur, Université de Bejaïa
PARIZE Claudya	Maître de Conférences A, Université des Antilles
RACHEDI Akila	Professeur, Université de Tizi-Ouzou
RAHMOUNI Djamilia	Maître de Conférences A, Université de Tizi-Ouzou
RAMDINI Samira	Maître de Conférences A, Université de Tizi-Ouzou
SAHALI Nordine	Maître de Conférences A, Université de Tizi-Ouzou
SAM Hocine	Maître de Conférences A, Université de Tizi-Ouzou
SI AMER Hadjira	Maître de Conférences A, Université de Tizi-Ouzou
SI-MOHAMMED Djamel	Professeur, Université de Tizi-Ouzou
SMADI Amina	Maître de Conférences A, Université de Tizi-Ouzou
SMAILI Nabila	Maître de Conférences A, Université de Tizi-Ouzou

SOUKI Hakima	Maître de Conférences A, Université de Tizi-Ouzou
TADJINE-DAHMOUNE Rahdia	Maître de Conférences A, Université de Tizi-Ouzou
TESSA Ahmed	Professeur, Université de Tizi-Ouzou
ZERKHEFAOUI Lyes	Maître de Conférences A, Université de Tizi-Ouzou
ZOURDANI Safia	Maître de Conférences A, Université de Tizi-Ouzou

Comité d'Organisation du Colloque

Docteur Karima SI-SALAH- KISSOUM (Présidente)

AMOKRANE Hakima	Maître de Conférences B, Université de Tizi-Ouzou
ARHAB Samir	Maître Assistant, Université de Tizi-Ouzou
BELGHIT Faiza	Doctorante
BOUREKBA Rafika	Maître de Conférences B, Université de Tizi-Ouzou
DOUICI-HACHEMI Naima	Maître de Conférences B, Université de Tizi-Ouzou
HADJEM Madjid	Maître de Conférences B, Université de Tizi-Ouzou
HAOUA Kahina	Maître Assistante, Université de Tizi-Ouzou
FIRLAS Mohamed	Maître de Conférences B, Université de Tizi-Ouzou
FERNANE Djamila	Maître de Conférences B, Université de Tizi-Ouzou
FERRAT Massilva	Maître de Conférences B, Université de Tizi-Ouzou
KOUDACHE Lynda	Maître Assistante, Université de Tizi-Ouzou
MAHMOUDIA Mehenna	Maître de Conférences B, Université de Tizi-Ouzou
MAHTOUT Idir	Maître Assistant, Université de Tizi-Ouzou
MALEK Nadir	Maître de Conférences B, Université de Tizi-Ouzou
MERAHI Lylia	Doctorante, Université de Tizi-Ouzou
MOHAND-SAID Ania	Maître Assistante, Université de Tizi-Ouzou
SI-MANSOUR Farida	Maître de Conférences B, Université de Tizi-Ouzou

Programme du colloque

Premier jour : 15 Décembre 2024

Horaire				
8h30 -9h30	Accueil des participants et inscription			
9h30 -10h15	<i>Cérémonie d'ouverture</i>			
	Ouverture officielle du colloque et allocution d'ouverture			
	<i>Plénières/ateliers thématiques</i>	<i>Focus</i>	<i>Président/ Rapporteur</i>	<i>Communications associées</i>
10h45 -12h30	Plénière inaugurale "RSE et Innovation : Outils et Pratiques pour la Transformation"	L'innovation comme levier stratégique pour l'intégration	Président : Bélaïd ABRIKA , (Pr. FSECSG/UMMTO) Rapporteur : Kamel MOULAI ,	<ul style="list-style-type: none"> « L'innovation au service de la RSE : comment les nouvelles technologies (IA, blockchain) permettent-elles d'accélérer les démarches RSE ? ». Mohamed El Mehdi Labrani (Invest Web3 & Blockchain & IA Project) « Expérience RSE dans les entreprises et organisations algériennes : premier bilan et perspectives d'avenir ». Yassine Foudad (Formateur-Consultant RH-RSE, Expert ISO 26000, Directeur cabinet TERENCE) « L'économie de fonctionnalité comme levier de

	<p>des Entreprises"</p> <p>(Présentiel)</p> <p>https://meet.google.com/tkr-jtiy-xde</p>	<p>des principes et déterminants de la RSE.</p>	<p>(Pr. FSECSG/UMMTO)</p>	<p><i>résilience face aux crises globales</i> ». Mouloud Guerchouh (MCA. FSECSG/UMMTO) ; Karima Si-Salah (MCB. FSECSG/UMMTO).</p> <ul style="list-style-type: none"> « <i>Etude des facteurs influençant l'adoption de stratégies RSE par les entreprises familiales</i> ». Lyes Gheddache (Pr, FSECSG/UMMTO). « <i>La norme ISO 26000 au cœur des pratiques de la RSE : quelles contraintes pour les entreprises algériennes ?</i> ». Lyes Zerkhefaoui (MCA. FSECSG/UMMTO) ; Abdennour Khammes (MCB. FSECSG/UMMTO)
12h30 -13h30 :	Débat			
13h30 - 14h30 :	Pause déjeuner			
14h30 - 16h30 :	Ateliers thématiques			
	<p>Atelier 1</p> <p>"RSE et Engagement Sociétal : Pratiques et Impacts"</p> <p>(Distenciel)</p> <p>https://meet.google.com/tkr-jtiy-xde</p>	<p>Explorer les stratégies d'engagement des entreprises dans leur rôle sociétal et leurs impacts sur la société.</p>	<p>Présidente : Farida BEKKOUR-AMOKRANE, (Pr. FSECSG/UMMTO)</p> <p>Rapporteure : Naïma HACHEMI-DOUICI (MCB. FSECSG/UMMTO)</p>	<ul style="list-style-type: none"> « <i>التوظيف المسؤول كأداة أساسية لتعزيز إطار أخلاقي في السعي نحو المسؤولية الاجتماعية</i> » Mohammed Ali Boukheloua (MCA. Université de Mascara). « <i>Motivations d'engagement des entreprises algériennes dans une démarche de responsabilité sociale : Étude analytique de quelques entreprises agroalimentaires</i> ». Sylia Berboucha (Doctorante. FSECSG/UAM Béjaia) ; Hocine Ifourah (MCA. FSECSG/UAM Béjaia) ; Naïma Ayad (MCA. FSECSG/UAM Béjaia) « <i>L'importance de la responsabilité sociétale dans l'économie algérienne : Étude de cas de la loyauté des pratiques et les droits de l'homme</i> ». Rachida Imekhelif (MCA. FSE Oran 2) ; Djoher Abderrahmane (MCA. FSE Oran 2) « <i>L'emploi de jeunes diplômés dans une approche par la responsabilité sociale de l'entreprise : Quelques éléments de l'état des lieux</i> ». Saïfa Allek (MCA. FSECSG/UMMTO). « <i>Politiques publiques territorialisées en faveur du développement durable et RSE en Algérie</i> ». Dalila Amiri (MCA. FSECSG/UMMTO) ; Rosa Aknine-Souidi (Pr. FSECSG/UMMTO). « <i>Les Médias Sociaux comme Outils de Participation Citoyenne dans la RSE</i> ». Lylia Merahi (Doctorante, FSECSG-UMMTO/USP-Ottawa) ; Mouloud Guerchouh (MCA. FSECSG/UMMTO) ; Jonathan Drand-Folco (Pr. Université Saint Paul, Ottawa, Canada).
	<p>Atelier 2</p> <p>"Cadres Législatifs, Normatifs et Financiers : Enjeux pour les Entreprises Algériennes"</p> <p>(Présentiel)</p>	<p>L'intégration des normes internationales et des contraintes locales.</p>	<p>Présidente : Nassima ASSOUS, (MCA. FSECSG/UMMTO)</p> <p>Rapporteur : Hocine SAM, (MCA. FSECSG/UMMTO)</p>	<ul style="list-style-type: none"> « <i>Les aspects comptables et financiers dans la démarche RSE</i> ». Lyes Gheddache (Pr. FSECSG/UMMTO). « <i>Normalisation, une vision sociétale : un regard croisé entre engagement et développement des territoires : cas ENIEM</i> ». Mouloud Lasbeur (Doctorant. FSECSG/UMMTO) ; Amina Leghima-Aissat (Pr. FSECSG/UMMTO). « <i>Adoption de la norme ISO 26000 pour promouvoir la RSE en Algérie : Défis et opportunités : cas de l'entreprise NAFTA</i> ». Farida Ouachem (MAA. FSECSG/UMMTO).

<p>https://meet.google.com/hea-xkiv-ixa</p>				<ul style="list-style-type: none"> • « La certification à la norme ISO 14001/2015 : un gage pour la responsabilité sociétale des entreprises algériennes ». Abdellah Arab (MCA. FSECSG/UMMTO). • « RSE : cadre législatif en Algérie ». Fatiha Moussaoui (MAA. FSECSG/UMMTO).
<p>Atelier 3</p> <p>“RSE et Transformation Sociétale : Outils et Perspectives”</p> <p>(Présentiel)</p> <p>https://meet.google.com/sxp-prhv-tnr</p>	<p>Explorer le rôle des outils modernes et des approches novatrices pour transformer les entreprises et leurs impacts sociétaux.</p>	<p>Présidente : Safia ZOURDANI, (MCA. FSECSG/UMMTO)</p> <p>Rapporteur : Madjid HADJEM, (MCA. FSECSG/UMMTO)</p>	<ul style="list-style-type: none"> • « La RSE et le développement durable comme complémentarité prépondérante pour un territoire durable ». Rabah Youdjou (MAA. Université Alger 3); Nabil Boudia (MCA. UAM Béjaia); Mohand Chitti (Pr. FSECSG/UAM. Béjaia). • « Analyse sociologique des RSE et son impact sur l’environnement organisationnel, le développement durable et social : Cas des entreprises algériennes ». Smail Guermouche (Docteur en Sociologie du développement social et local. UMMTO). • « La sécurité routière et la RSE chez Lafarge ». Abderrahmane Sediki (MAA. FSECSG/UMMTO). • « La Responsabilité Sociétale des Entreprises algériennes : pour un management par les valeurs ». Abderrahmane Batache (MCA. FSECSG/UMMTO); Nouredine Sahali (MCA. FSECSG); Widad Lougherit (Doctorante. FSECSG/UMMTO) • « La RSE entre choix et obligation : quelles spécificités selon les typologies des entreprises ». Amina Smadi-Abrika (MCA.FSECSG/UMMTO) • « Responsabilité sociale des entreprises et comptabilité extra-financière : Quels enjeux face à la financiarisation de l’entreprise ? ». Mohamed Achir (MCA. FSECSG/UMMTO); Sabrina Ould Abdeslam-Hamaz (MCB. FSECSG/UMMTO) 	
<p>Atelier 4</p> <p>“RSE et Normes : Certification, Indicateurs et Pratiques”</p> <p>(Présentiel)</p> <p>https://meet.google.com/hzi-fzji-yxr</p>	<p>Étudier l’intégration des normes et indicateurs de la RSE dans les processus de gestion et leurs impacts sur la performance des entreprises.</p>	<p>Président : Lyes ZERKHEFAOUI, (MCA. FSECSG/UMMTO)</p> <p>Rapporteur : Mouloud BERBAR, (MCA. FSECSG/UMMTO)</p>	<ul style="list-style-type: none"> • « La pratique de la responsabilité sociétale des entreprises (RSE) par les normes ISO : Cas de l’Entreprise Nationale des Industries de l’Électroménager (ENIEM) ». Houria Ouchalal (MCA. FSECSG/UMMTO); Kathia Lamrous (MCB. FSECSG/UMMTO), Lynda Belgaid (MCB. FSECSG/UMMTO). • « Analyse des indicateurs de la responsabilité sociale de l’entreprise contenus dans le système comptable financier : Vers un système de management environnemental ? ». Nassima Kahlouche (Doctorante. FSECSG/UMMTO); Arezki Chenane (Pr. FSECSG/UMMTO). • « La RSE au sein des banques : Avantages et limites ». Malha Larbes (MAA. FSECSG/UMMTO). • « La mutation du métier bancaire à l’ère de l’inclusion sociale ». Hadjira Si Amer (MCA. FSECSG/UMMTO); Salim Challal (Doctorant. FSECSG/UMMTO) • « L’ISO 26000 : le référentiel cadre pour la responsabilité sociétale de l’entreprise ». Yamina Mahouche (MAA. FSECSG/UMMTO); Djamel Si-Mohammed (Pr. 	

	<p>Atelier 5</p> <p>“RSE et Gouvernance : Enjeux Éthiques et Stratégiques”</p> <p>(Présentiel)</p> <p>https://meet.google.com/mrq-tpdf-kgj</p>	<p>Analyser le lien entre gouvernance, pratiques éthiques et adoption de la RSE dans différents secteurs.</p>	<p>Présidente : Ferroudja BOUREKACHE, (MCA. FSECSG/UMMTO)</p> <p>Rapporteur : Mohamed Hichem GUELMINE (MCA. FSECSG/UMMTO)</p>	<p>FSECSG/UMMTO)</p> <ul style="list-style-type: none"> • « <i>La responsabilité sociale des entreprises et l'éthique des affaires</i> ». Kahina Becheker (MCA. FSECSG/UMMTO) • « <i>La RSE : plus qu'une pratique, une culture d'entreprise porteuse de valeurs et d'impact durable</i> ». Karima Si Salah-Kissoum MCB. FSECSG/UMMTO); Hakima Amokrane-Ibouchoukene (MCB. FSECSG/UMMTO); Rafika Bourokba (MAB, FSECSG/UMMTO) • « <i>La communication responsable comme nécessité pour justifier la mission « éthique » de l'entreprise algérienne : Cas du groupe industriel pharmaceutique SAIDAL</i> ». Ouardia Hammoutene (MCA. FSECSG/UMMTO); Houria Ouchalal (MCA. FSECSG/UMMTO). • « <i>La Responsabilité Sociétale des PME en Algérie : État des lieux et perspectives</i> ». Omar Babou (MCB.FSECSG/UMMTO); Toufik Hamdad (MCB. FSECSG/UMMTO). • « <i>Réinventer la gouvernance RSE : Benchmarking des modèles d'excellence pour une performance durable</i> ». Sabrya Ouamar-Berkal (MCA. FSECSG/UMMTO); Farida Si-Mansour (MCB. FSECSG/UMMTO); Rahdia Dahmoune (MCA. FSECSG/UMMTO). • « <i>Gouvernance et développement du système financier : vers une stabilité durable</i> ». Rabah Kara (Pr. FSECSG/UMMTO); Hassene Ounassi (MCB. FSECSG/UMMTO).
	<p>Atelier 6</p> <p>“RSE et Développement Durable : Perspectives Économiques et Sociales”</p> <p>(Présentiel)</p> <p>https://meet.google.com/xpz-ihjd-tag</p>	<p>Évaluer les contributions de la RSE à la durabilité économique, sociale et environnementale dans le contexte algérien</p>	<p>Présidente : Wassila IGUERGAZIZ (MCA. FSECSG/UMMTO)</p> <p>Rapporteuse : Djamila RAHMOUNI, (MCB. FSECSG/UMMTO)</p>	<ul style="list-style-type: none"> • « <i>L'économie circulaire comme levier de la RSE pour un développement durable local</i> ». Nadia Dorbane (MCB. FSECSG/UMMTO); Naïma Hachemi-Douici (MCB. FSECSG/UMMTO) • « <i>L'innovation responsable : Comment la RSE réinvente l'offre alimentaire pour les consommateurs cœliaques</i> ». Idir Mahtout (MAA. FSECSG/UMMTO). • « <i>Labellisation des produits et sécurité alimentaire en Algérie : Cas des produits agricoles</i> ». Nouredine Sahali (MCA. FSECSG/UMMTO); Abderrahmane Batache (MCA. FSECSG/UMMTO)). • « <i>La RSE au service de la performance des entreprises Algériennes : Illustration par le cas de la laiterie Soummam</i> ». Hakima Amokrane-Ibouchoukene (MCB. FSECSG/UMMTO); Karima Si-Salah (MCB. FSECSG/UMMTO). • <i>La Responsabilité Sociétale des Entreprises : Quels enjeux financiers pour les entreprises en Algérie ?</i> ». Lynda Koudache (MAA. FSECSG/UMMTO); Mouloud Guerchouh (MCA. FSECSG/UMMTO).
<p>16h30</p>	<p>Clôture de la première journée</p>			

Deuxième journée : 16 Décembre 2024

	Plénières thématiques	Focus	Président/Rapporteur	Communications associées
08h30 - 11h00	<p style="text-align: center;">Plénière 2</p> <p style="text-align: center;">“Engagement Sociétal et Gouvernance : Un Modèle pour une Croissance Durable”</p> <p style="text-align: center;">(Présentiel)</p> <p style="text-align: center;">https://meet.google.com/tkr-jtiy-xde</p>	Stratégies d'engagement, création de valeur et management par les valeurs.	<p style="text-align: center;">Président : Arezki CHENANE, (Pr. FSECSG/UMMTO)</p> <p style="text-align: center;">Rapporteuse : Hadjira SI AMER, (MCA. FSECSG/UMMTO)</p>	<ul style="list-style-type: none"> • « La RSE, un levier de développement de la performance commerciale d'une entreprise : cas de Cevital » ; Moussa Boukrif (Pr. UAM Béjaia) ; Ratiba Chirifi (Senior Management Bancaire) • « RSE et création de valeur durable : vers une synergie éthique et économique ». Farida Si Mansour (MCB. FSECSG/UMMTO) ; Sabrya Ouamar-Berkal (MCA. FSECSG/UMMTO) • « La RSE dans les pratiques de gestion des entreprises. Cas d'entreprises algériennes ». Farida Bekkour-Amokrane (Pr. FSECSG/UMMTO) ; Abdelaziz Amokrane (Pr. FSECSG/UMMTO) • « L'Influence de la Gouvernance et des Principes de Durabilité sur la Gestion des Risques Industriels ». Amina Leghima-Aissat (Pr. FSECSG/UMMTO) ; Hassene Ounassi (MCB. FSECSG/UMMTO). • « L'intégration des parties prenantes dans les entreprises socialement responsables : démarche et enjeux : cas de Cevital ». Malika Begrliche-Amghar (MCA. FSECSG/UAM-Béjaia).
11h00 -11h30	Pause-café			
11h30 -13h00	<p style="text-align: center;">Plénière 3</p> <p style="text-align: center;">"RSE et Développement Durable : Synergies et Perspectives en Algérie"</p> <p style="text-align: center;">(Présentiel)</p> <p style="text-align: center;">https://meet.google.com/tkr-jtiy-xde</p>	Les interactions entre durabilité territoriale, économique, sociale et environnementale.	<p style="text-align: center;">Président : Djamal SI-MOHAMMED, (Pr. FSECSG/UMMTO)</p> <p style="text-align: center;">Rapporteuse : Sabrya OUAMAR-BERKAL, (MCA. FSECSG/UMMTO)</p>	<ul style="list-style-type: none"> • « La norme algérienne NA/ISO 26000, NA 18178, au service du développement local ». Mohammed KHEDDAM (Expert RSO/NA ISO 26000, Institut Algérien de Normalisation, IANOR) • « Interactions et impacts de la durabilité territoriale et durabilité des entreprises : illustration à travers le cas de Cosider-Group et le territoire d'Alger ». Mouloud Guerchouh (MCA. FSECSG/UMMTO) ; Djamal Si-Mohammed (Pr. FSECSG/UMMTO). • « Valorisation circulaire des eaux usées : illustration par l'ONA d'Alger ». Rosa Aknine-Souidi (Pr. FSECSG/UMMTO) ; Djamilia Rahmouni (MCA, FSECSG/UMMTO) • « La RSE et les politiques publiques en matière de DD en Algérie : Etat des lieux et constat ». Naïma Douici-Hachemi (MCB. FSECSG/UMMTO) ; Nadia Dorbane (MCB. FSECSG/UMMTO) ; Linda Omari (MAA. FSECSG/UMMTO) • « La RTE : enjeux pour les entreprises et les territoires ». Ferroudja Bourrekache (MCA. FSECSG/UMMTO) ; Karima Ben Amara-Sait (MCA. FSECSG/UMMTO)
13h00 -14h00	Débat			
14h00 -15h00	Pause-déjeuner			
15h00 - 16h00	Cérémonie de clôture			

« *Proceeding du colloque* »

« Interactions et impacts de la durabilité territoriale et durabilité des entreprises : illustration à travers le cas de Cosider-Group et le territoire d'Alger. »

Par : Mouloud GUERCHOUH & Djamel SI-MOHAMMED

Résumé

La mise en œuvre de politiques publiques spécifiques visant à territorialiser les principes du développement durable entraîne une transformation territoriale qui impacte tous les acteurs, tant internes qu'externes. Cette transformation génère de nouvelles contraintes et opportunités, notamment pour les entreprises. Les grandes entreprises, en tant qu'acteurs influents, ont la capacité de façonner leur environnement et d'adapter leurs stratégies en conséquence. En s'engageant dans des initiatives de Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE), elles deviennent des acteurs clés, améliorant ainsi leur efficacité interne et ayant un impact sur les autres acteurs du territoire. Ce processus traduit ainsi une sorte de contagion de la durabilité à la fois au sein de l'entreprise et sur le territoire d'accueil.

Cette recherche explore la manière avec laquelle la durabilité des entreprises (notamment à travers la RSE) interagit avec la durabilité des territoires où elles opèrent, en se concentrant sur les politiques territoriales de développement durable et les décisions stratégiques liées à la RSE. Elle interroge simultanément le territoire et l'entreprise quant à leur capacité à se soutenir mutuellement dans leur engagement en faveur de la durabilité, s'appuyant en cela sur le territoire d'Alger et Cosider-Group.

Mots clés : développement durable, développement territorial durable, gouvernance durable, RSE, Cosider-Group, territoire d'Alger.

« Les médias sociaux comme outils de participation citoyenne dans la RSE »

Par : MERAHLY Lyliya, GUERCHOUH Mouloud, DURANT FOLCO Jonathan

Résumé

Dans cette présentation, nous explorerons le rôle crucial des médias sociaux dans l'engagement citoyen et la transparence des initiatives de responsabilité sociétale des entreprises (RSE). Nous analyserons comment des plateformes des réseaux sociaux facilitent l'interaction entre les entreprises et les citoyens, permettant une mobilisation efficace des communautés.

Les médias sociaux jouent un rôle essentiel dans la participation citoyenne et la responsabilité sociétale des entreprises (RSE). Ils facilitent l'engagement des citoyens en offrant un espace pour échanger des idées et mobiliser des soutiens autour de causes sociales et environnementales. Les entreprises, de leur côté, utilisent ces plateformes pour communiquer sur leurs initiatives RSE, renforcer la transparence et établir un dialogue avec les parties prenantes. La pression exercée par les consommateurs, en tant que citoyens, incite les entreprises à adopter des pratiques plus durables et éthiques. Ainsi, les médias sociaux servent de catalyseur pour ces interactions, permettant aux citoyens de faire

entendre leurs voix et influençant les décisions d'entreprise et les politiques publiques, créant un écosystème dynamique et interconnecté.

Problématique

Comment les médias sociaux peuvent-ils être utilisés comme outils efficaces pour promouvoir la participation citoyenne et renforcer la transparence des initiatives de responsabilité sociétale des entreprises (RSE) ?

Mots clés :

Médias sociaux, participation citoyenne, responsabilité sociétale des entreprises, transparence

« Titre de la communication : La RSE au sein des banques : avantages et limites »

Par : LARBES Malha

Le secteur bancaire a été, pour longtemps, perçu comme indifférent aux enjeux sociaux et environnementaux. Cependant, depuis la crise financière de 2008, son image a profondément changé. Les banques se sont, en effet, engagées dans une profonde transformation guidée par la RSE. Cette démarche leur est devenue une nécessité incontournable. Ainsi, chaque groupe bancaire déploie des stratégies afin de réduire l'empreinte carbone, favoriser le développement durable, maîtriser l'impact de la finance sur la société et donc se montrer plus durable et responsable face à ses clients. En d'autres termes, au-delà de leur rôle principal dans une économie, les banques jouent un rôle important dans la société et leur impact dépasse largement le cadre des services financiers. Par conséquent, les enjeux de la RSE sont devenus une préoccupation cruciale des firmes bancaires.

- Dans quelle mesure la RSE constitue-t-elle un avantage pour les banques ?
- Quels sont les enjeux d'une telle démarche ?

Mots clé : banques, RSE, crise financière, clients, société, environnement.

« Analyse sociologique des RSE et son impact sur l'environnement organisationnelle, le développement durable et social : cas des entreprises algériennes »

Par : GUERMOUCHE Smail

Résumé

L'Algérie, à partir de début des années 1990, dans son contexte de transition à l'économie de marché, plusieurs enjeux économiques, sociaux et environnementaux sont apparus. Cela a bouleversé la configuration du tissu industriel (renonciation de l'Etat à son rôle d'entrepreneur) et redéfinit la question du social dans l'entreprise. Dans ce sens, se pose alors la question de la redéfinition et de l'évolution du nouveau dispositif institutionnel pour S. TIFRANI, C. BIA, J. AKKOUL Les pratiques RSE dans les entreprises algériennes : Une approche exploratoire 7 promouvoir un contexte de responsabilité sociale concernant le triptyque « économique social-environnemental ». La RSE en Algérie était essentiellement basée sur des actions sociales, l'obligation d'offrir de l'emploi face à la problématique du chômage, la santé, l'éducation et le logement, mais à partir des années, l'accélération des changements climatiques et la dégradation de la diversité biologique ont mis l'Algérie face à de nombreux défis écologiques nécessitant une coordination d'actions au niveau national et régional avec une synergie entre toutes les conventions. Dans ce contexte, l'engagement de l'Etat algérien, se traduit par la consolidation du cadre institutionnel et législatif et le lancement de nombreux programmes en matière d'organisation des relations du travail, le respect des droits de l'Homme, la médecine du travail, la liberté syndicale, les mesures anti-discrimination, l'égalité de rémunération et la protection de l'environnement en matière de promotion des énergies propres, protection des sols et de la biodiversité, ainsi la lutte contre la corruption. Ce qui

constitue un cadre pertinent à la mise en place d'une RSE intégrée dans une approche à triple dimension alliant à la fois préoccupations économiques, sociales et environnementales. Par ailleurs, l'Algérie a renforcé ses actions dans le domaine écologique, depuis le Sommet de Johannesburg en 2002, par l'adoption d'un Plan National d'Action pour l'Environnement et le développement durable PNAE-DD impliquant la participation de plusieurs acteurs notamment l'ensemble des ministères et des services déconcentrés, les collectivités locales et la société civile visant à atteindre les objectifs suivants : L'amélioration de la santé et la qualité de vie de la population ; Dynamiser et préserver la productivité du capital naturel; L'accroissement de la compétitivité et la minimisation des pertes économiques; Le respect de l'environnement régional et global via les actions suivantes : Renforcement du cadre réglementaire et législatif; L'amélioration des capacités institutionnelles ; L'application des instruments financiers et économiques.

Une prise de conscience des enjeux environnementaux en Algérie, a abouti à la mobilisation des entreprises autour de la RSE. Ainsi, l'objet d'une recherche citée a analysé la réalité des pratiques RSE des entreprises algériennes. Pour cela, elle a opté pour une approche exploratoire à l'aide d'une enquête par questionnaire auprès d'un échantillon d'entreprises algériennes. Les résultats ont mis en exergue les spécificités des pratiques RSE des entreprises algériennes, principalement : la supériorité des actions sociales sur les actions environnementales et adhésion à la motivation des employés, le respect de l'homme et de l'environnement. Et ce selon les référentiels des normes ISO.

L'objectif de cette recherche est de se rendre compte de concept de RSE comme fait économique introduit par les entreprises pour pallier à des problèmes d'ordre social et écologique.

Après notre recherche théorique nous avons cerné le cadre conceptuel et son lien à la RSE.

Nous avons mis en lumière le rapport qui existe entre la RSE et les concepts. On s'est rendu compte aussi des travaux à la fois sociologique et économique, qui ont étudié la RSE dans un contexte socio- économique et organisationnel algérien ?

L'impact de la RSE sur l'environnement en termes de couts sociaux et ses répercussions sur le développement social et le développement durable ?

Comprendre si cette pratique économique a pu répondre à certains problèmes sociaux, et satisfaire les attentes endogènes et exogènes de l'entreprise et celles des acteurs de la société civile dans un environnement économique turbulent en constante évolution ?

Certaines recherches académiques ont démontré que cette pratique a apporté ses fruits à la fois pour la société et l'entreprise tout en améliorant les conditions de vie et participer au développement économique et la protection de l'environnement, l'écosystème naturel tout en adoptant un comportement économique rationnel.

Méthodologiquement, on a procédé à une recherche théorique exploratoire pour se familiariser avec ce phénomène d'étude, et saisir son lien avec, le développement durable et le développement sociaux économique aussi son lien à l'environnement.

On a exploré la revue de littérature existante, les travaux et les enquêtes récentes sur les RSE et principalement les études faites que ça soit en science de gestion, en management des organisations, et surtout en sociologie des organisations et travail.

« Comment la RSE réinvente l'offre alimentaire pour les consommateurs cœliaques. Cas des initiatives en Algérie et perspectives de développement durable »

Par : MAHTOUT Idir

Cette communication abordera comment la Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE) et l'innovation transformeront l'offre alimentaire pour les consommateurs cœliaques en Algérie. À travers une analyse des initiatives nationales, elle examinera le rôle de la RSE

dans la promotion des produits sans gluten, en mettant en lumière des pratiques responsables et des partenariats locaux. La problématique principale sera celle de concilier accessibilité et rentabilité des produits sans gluten, tout en répondant aux besoins spécifiques des personnes atteintes de la maladie cœliaque. Les données empiriques montreront que l'innovation sociale et la RSE pourront offrir des solutions viables pour surmonter ces obstacles, tout en soulignant les contraintes économiques et structurelles du secteur. La communication proposera des perspectives de développement durable, favorisant une offre alimentaire inclusive et adaptée aux enjeux de santé publique et de solidarité nationale.

« L'intégration des parties prenantes dans les entreprises socialement responsables : démarche et enjeux. Cas de Cevital, Bejaia »

Par : BEGRICHE-AMGHAR Malika

Résumé

1. Objet et ancrage théorique

Ce papier a pour objet, d'étudier la responsabilité sociale des entreprises en se focalisant sur l'une de ses composantes importantes en l'occurrence les parties prenantes.

L'idée de départ, étant de considérer la réflexion concernant la RSE dans son fondement théorique initial, à savoir la gouvernance partenariale, et de justifier au passage, la nécessité d'élargir le raisonnement pour inclure d'autres composantes de l'organisation c'est à dire les parties prenantes.

Sur le plan théorique, la prédominance d'une gouvernance actionnariale où la valeur était exclusivement réservée aux bailleurs de fonds « actionnaire », est substituée par la gouvernance partenariale, avec une vision plus élargie de la répartition de la valeur.

En effet, cette vision élargie de la gouvernance, propose d'étendre la répartition de la valeur à tous les ayants droits, en d'autres termes à toutes les parties prenantes.

Ce paradigme élargi de la gouvernance, trouve ses fondements dans les nombreux travaux de G. Charreaux (1997,2006), Hill et Jones (1992), J.Igalens (2009), R.E Freeman (1984) ; etc.

Partant de la première définition donnée par Freeman (1984) pour qui, «*une partie prenante est un individu ou un groupe d'individus qui peut affecter ou être affecté par la réalisation des objectifs organisationnels*», l'ensemble des auteurs de ce nouveau courant de pensée, c'est-à-dire la gouvernance partenariale, affirment que de multiples acteurs ont des intérêts dans l'entreprise, ceux-ci dépassant très largement le cadre économique habituel.

Pour ces auteurs, il convient donc de ne pas privilégier les intérêts (économiques et financiers) des actionnaires au détriment de ceux (économiques ou non) des parties prenantes. Chaque intérêt doit être préservé et il revient au dirigeant de chercher à concilier les demandes, attentes, exigences des multiples partenaires, ceci quelle que soit leur nature (intérêts économiques et financiers, éthiques, environnementaux, sociaux, humains). E. Persais(2013).

Quel est le lien avec la RSE ? C'est en posant cette question et surtout en lui apportant une réponse, que nous tenterons de comprendre la mise en place en pratique, des fondements de la gouvernance partenariale.

En effet, l'ensemble des arguments en faveur d'une gouvernance partenariale s'accordent sur le fait qu'il serait inacceptable de sacrifier les intérêts non-économiques des stakeholders (ex : conditions de travail des salariés) aux intérêts économiques des shareholders (rentabilité financière).

Par ailleurs, une performance durable, requiert de dépasser le modèle de gouvernance qui consiste à réguler les relations internes pour maximiser la valeur actionnariale, pour le substituer par un modèle plus coopératif fondé sur une nouvelle vision de création et d'appropriation de la valeur.

C'est dans ce sens que la Responsabilité Sociétale de l'Entreprise (RSE) s'avère être le moyen à travers lequel le dirigeant parviendrait à équilibrer les intérêts, et les attentes de l'ensemble des acteurs de l'entreprise.

Que signifie la RSE ? La lecture des différents travaux relatifs à la RSE, témoignent bien de la difficulté que les différents chercheurs ont eu pour la définir.

Cette difficulté se comprend en retraçant l'évolution historique de cette notion, à travers le temps et les événements qui ont marqué l'histoire économiques des pays (les Etats unis notamment).

C'est dans ce sens que nous renvoyons déjà dans un premier temps, l'émergence de la RSE au début du 19eme siècle tels que témoignent les travaux de Bowen en 1953, Heald, 1961, 1970 ; Epstein, 2002.

Ces derniers avancent par ailleurs, que le débat autour de la RSE va de pair avec l'émergence de la grande firme.

Au-delà des controverses qu'a suscitées cette notion, sur le plan académique, on s'accorde à désigner Bowen comme étant le père fondateur de cette notion, et sa définition revient le plus souvent dans les différentes recherches universitaires.

En effet, Bowen (1953) a ouvert le débat sur la RSE en évitant d'enfermer ce concept dans une définition trop étroite. Il aborde ainsi la RSE comme « *une obligation pour les chefs d'entreprise de mettre en œuvre des stratégies, de prendre des décisions, et de garantir des pratiques, qui soient compatibles avec les objectifs et les valeurs de la communauté en général* ».

Ces premières réflexions ont été complétées par les travaux plus formels de Carroll (1979) qui propose un modèle conceptuel reposant sur trois dimensions essentielles à la RSE : *les principes de responsabilité sociale, la manière dont l'entreprise met ses principes en pratique (sensibilité sociale), et les valeurs sociétales qu'elle porte*.

Pour Allouche et alii (2004), adopter un comportement de responsabilité sociale « *c'est répondre à la nécessité de maximiser les objectifs de l'entreprises par l'entremise de sa rentabilité, au profit toujours de l'actionnaire, mais aussi de ses autres partenaires* ».

Au niveau des institutions, la Commission des Communautés Européennes propose en 2002 la définition suivante. La RSE est « *l'intégration volontaire par les entreprises de préoccupations sociales et environnementales à leurs activités commerciales et leurs relations avec leurs parties prenantes. La principale fonction d'une entreprise est de créer de la valeur, en produisant les biens et services demandés par la société, dégageant ainsi des bénéfices pour ses propriétaires et actionnaires, tout en contribuant au bien-être de la société, en particulier au travers d'un processus continu de création d'emplois.*»

2. Problématique

Après avoir déterminé l'ancrage théorique de notre travail, il y a lieu d'identifier notre questionnement principal.

Ce dernier porte sur **la compréhension et l'analyse de l'étendue de l'intégration des parties prenantes dans les décisions et les stratégies des entreprises socialement responsables.**

A la lumière de ce que nous avons avancé ci-dessus, nous allons tenter dans le cadre de ce travail de recherche, de comprendre dans un premier temps, la démarche de l'entreprise responsable (objet d'enquête) pour intégrer effectivement ses parties prenantes, tel que c'est défini dans le « projet » RSE.

En effet, le projet RSE repose sur une conception pluraliste de l'entreprise, composée d'acteurs ayant des intérêts divergents.

La démarche RSE consiste avant tout, à identifier puis à segmenter les différentes parties prenantes pour mieux répondre à leurs attentes (dresser une cartographie et hiérarchiser les parties prenantes par priorité).

En d'autres termes, dans le cadre d'une démarche RSE, il y a lieu de gouverner les parties prenantes clés en les impliquant et en les informant le mieux possible. (J.Igalens, S. Point, 2009)

L'intégration des parties prenantes est sujette donc à une sorte d'ingénierie, qui consiste à cibler les parties prenantes les plus importantes, pour pouvoir répondre à leurs attentes d'une manière plus distinguée.

Dans un second temps, nous allons à travers des entretiens auprès des acteurs de l'entreprise concernée par le projet RSE, faire ressortir les retombées de cette vision sur l'organisation. Il s'agit de comprendre, l'enjeu et l'étendue de l'intégration des parties prenantes sur la stratégie et la performance de l'entreprise.

3. Méthode empirique

Pour mener à bien notre travail de recherche et répondre à notre problématique, nous avons opté pour une enquête de terrain, basée sur des entretiens et des questionnaires, destinés aux différents acteurs concernés par la démarche RSE au sein du groupe CEVITAL Bejaia.

Le choix de CEVITAL est justifié par son engagement responsable, et son expérience dans ce domaine. L'enquête contient trois axes de réflexion :

- Faire un état des lieux relativement à la responsabilité sociale au sein du groupe CEVITAL.
- Mettre l'accent sur la méthode utilisée pour identifier et cibler les parties prenantes du Groupe. (Cartographie et segmentation)
- Mesurer l'impact de l'intégration des parties prenantes sur les stratégies et la performance du groupe CEVITAL

« La RSE, un levier de développement de la performance Commerciale d'une Entreprise : CAS DE CEVITAL »

Par : BOUKRIF Moussa & CHIRIFI Ratiba

Les récents bouleversements planétaires que le monde a connu tel que la crise sanitaire, réchauffement planétaire, échanges mondialisés, évolution technologique, réglementation de plus en plus exigeante, bouleversements sociétaux, ont rappelé l'urgence de construire un monde durable et conduisent les entreprises à adopter un nouveau modèle d'affaires qui intègre les enjeux du développement durable comme composante principale dans leur stratégie et l'adoption de la RSE comme lever du développement.

En effet, la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) s'affirme aujourd'hui comme un levier stratégique essentiel pour les entreprises cherchant à améliorer leur performance tout en répondant aux défis complexes de la mondialisation, des avancées technologiques et des exigences réglementaires. Comme l'a souligné le Rapport Brundtland (1987), le développement durable consiste à répondre aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à satisfaire les leurs. Dans cette optique, la RSE dépasse largement la philanthropie ou l'amélioration de l'image de marque : elle devient un véritable vecteur de création de valeur à long terme.

En intégrant volontairement les enjeux sociaux, environnementaux et économiques dans leur stratégie, les entreprises adoptent une approche holistique et proactive. Selon la Commission européenne (2001), la RSE repose sur la décision volontaire des entreprises de contribuer à l'amélioration de la société et à la préservation de l'environnement, au-delà des obligations légales. Ce point de vue est renforcé « par CSR Europe, qui perçoit la RSE comme un outil permettant d'améliorer à la fois l'impact social et environnemental, tout en générant de la valeur pour les actionnaires et les autres parties prenantes.

Les entreprises qui embrassent pleinement ces principes ne se contentent plus de maximiser leurs profits immédiats. Elles cherchent à concilier efficacité économique, justice sociale et protection environnementale. Cette approche leur permet non seulement de répondre aux attentes croissantes de

la société, mais aussi de renforcer leur compétitivité dans un marché mondial en constante évolution, comme l'ont démontré Sobczak et Minvielle (2011). De plus, la norme ISO 26000 propose un cadre structurant pour les actions responsables, en identifiant des thématiques centrales de la RSE telles que la gouvernance d'entreprise, les droits de l'homme, l'environnement, les pratiques de travail, les relations avec les consommateurs et le développement local.

L'adoption de la RSE permet aux entreprises de se positionner non seulement comme des acteurs économiques performants, mais également comme des contributeurs actifs au bien-être social et environnemental. Dans un contexte post-crise, cette transformation est devenue non seulement une opportunité stratégique, mais aussi une nécessité pour assurer la résilience et la pérennité des entreprises.

En Algérie, cette dynamique se matérialise à travers des initiatives pionnières de grandes entreprises telles que Sonatrach, Candia Algérie, Algérie Télécom et Cevital. Sonatrach, leader du secteur énergétique, s'est engagé dans une politique ambitieuse de réduction des gaz torchés et d'optimisation de la gestion des déchets. Candia Algérie, pour sa part, vise une production durable avec l'objectif d'utiliser 100% d'emballages recyclables d'ici 2025, tout en garantissant une qualité nutritionnelle optimale. Algérie Télécom, à travers son plan stratégique 2024-2028, met l'accent sur l'amélioration des services et le soutien à l'innovation, notamment en collaborant avec les universités pour encourager les jeunes talents algériens.

Ces exemples illustrent l'engagement croissant des entreprises algériennes envers des pratiques durables. En intégrant la RSE dans leur stratégie commerciale, elles contribuent activement à la création de valeur partagée, tout en favorisant la préservation de l'environnement et le développement social. Cela marque un tournant décisif vers un modèle économique plus inclusif et responsable, où les entreprises algériennes jouent un rôle central dans la construction d'un avenir durable.

Cevital, leader de l'agro-industrie en Algérie, incarne un modèle de leadership en matière de RSE. Son engagement se traduit par des initiatives citoyennes visant à soutenir l'économie nationale et à renforcer le développement local. Le projet "BesmaHloua", porté par Cevital, illustre l'impact positif de la RSE sur la performance commerciale en consolidant les liens avec les communautés locales tout en assurant la durabilité de l'entreprise. C'est précisément cette expérience de Cevital qui fera l'objet de notre contribution, en soulignant comment l'intégration stratégique de la RSE peut contribuer à l'amélioration de la performance commerciale de CEVITAL.

« Interactions et impacts de la durabilité territoriale et durabilité des entreprises : illustration à travers le cas de Cosider-Group et le territoire d'Alger. »

Par : GUERCHOUH Mouloud & SI-MOHAMMED Djamel

Résumé

La mise en œuvre de politiques publiques spécifiques visant à territorialiser les principes du développement durable entraîne une transformation territoriale qui impacte tous les acteurs, tant internes qu'externes. Cette transformation génère de nouvelles contraintes et opportunités, notamment pour les entreprises. Les grandes entreprises, en tant qu'acteurs influents, ont la capacité de façonner leur environnement et d'adapter leurs stratégies en conséquence. En s'engageant dans des initiatives de Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE), elles deviennent des acteurs clés, améliorant ainsi leur efficacité interne et ayant un impact sur les autres acteurs du territoire. Ce processus traduit ainsi une sorte de contagion de la durabilité à la fois au sein de l'entreprise et sur le territoire d'accueil.

Cette recherche explore la manière avec laquelle la durabilité des entreprises (notamment à travers la RSE) interagit avec la durabilité des territoires où elles opèrent, en

se concentrant sur les politiques territoriales de développement durable et les décisions stratégiques liées à la RSE. Elle interroge simultanément le territoire et l'entreprise quant à leur capacité à se soutenir mutuellement dans leur engagement en faveur de la durabilité, s'appuyant en cela sur le territoire d'Alger et Cosider-Group.

Mots clés : développement durable, développement territorial durable, gouvernance durable, RSE, Cosider-Group, territoire d'Alger.

« Motivations d'engagement des entreprises algériennes dans une démarche de responsabilité sociale : Étude analytique de quelques entreprises agroalimentaire »

Par : Sylia Berboucha ; Hocine Ifourah; Naïma Ayad

Résumé

Les préoccupations environnementales et sociales actuelles prennent une place importante dans la société, la mise en place d'une démarche RSE prend tout son sens pour favoriser le dialogue entre les parties prenantes, tout en renforçant sa crédibilité et sa réputation sur le marché. L'objectif de cet article est de déterminer les motivations d'engagement des entreprises algériennes dans une démarche RSE. Pour y parvenir, une démarche déductive a été adaptée basée sur une méthode quantitative, en s'appuyant sur un questionnaire destiné à un échantillon d'entreprises du secteur agroalimentaire. Le traitement des données collectées a été réalisé à l'aide logiciel SPSS.

Les résultats obtenus révèlent que les motivations d'engagement dans une démarche RSE pour les entreprises agroalimentaires algériennes étudiées sont principalement liées à des motifs d'ordres : caractéristiques de l'entreprise, motivations individuelles, institutionnelles et organisationnelles.

Mots-clés : responsabilité sociale des entreprises, motivations organisationnelles, motivations institutionnelles, dirigeant, entreprise agroalimentaire.

« Les aspects comptables et financiers dans la démarche RSE des entreprises »

Par : GHEDDACHE Lyes

Dans le référentiel comptable IAS/IFRS l'entreprise est perçue suivant deux conceptions théoriques : la théorie de l'agence et la théorie des parties prenantes. Avec cette orientation, il s'avère que l'organismes normalisateur adhère très fortement à l'orientation RSE des entreprises qui sont appelées à présenter leurs comptabilités suivant ses principes. En effet, le référentiel comptable IAS/IFRS vise à produire une information précise et assez complète aux divers utilisateurs intéressés. En plus de la santé financière de l'entreprise, ceux-ci peuvent également être très sensible à des informations non financières, comme par exemple le respect de l'environnement et d'autres questions sociales par l'entreprise.

L'un des objectifs fondamentaux de la comptabilité est de produire une information utile à la prise de décision. Les études qui ont été effectuées par rapport à ce domaine sont de deux natures. D'une part, il y a les études de réaction, qui s'intéressent à mesurer et expliquer les réactions des cours de Bourse au moment de la publication de données comptables. Il y a également les études d'association qui visent à déterminer si la situation de l'entreprise, telle qu'elle est décrite par les éléments de ses informations comptables, est conforme à celle qui est perçue par les investisseurs. Dans les deux cas de figure, la publication d'informations environnementales dans les comptes sociaux des entreprises est

intéressante à analyser. De ce fait, l'adoption et l'application du référentiel comptable IFRS, et notamment par l'Algérie, suscite l'intérêt des deux types d'études suscitées concernant à la fois les entreprises cotées à la bourse d'Alger ainsi que les autres entreprises non cotées. En effet, dans diverses parties du référentiel COMPTABLE IFRS sont mentionnés des modalités de prise en compte des aspects liés à la RSE dans les comptes des entreprises à l'instar de l'IAS 1 (présentation des états financiers), IAS 2 (stocks), IAS 8 (Méthodes comptables, changements d'estimations), IAS 10, (événement postérieur à la date de clôture), IAS 20 (comptabilisation des subventions publique) etc.

Aussi, la question de la RSE se pose sur le plan financier comme élément de charge, ou de dépense qu'il faudrait impérativement rentabiliser afin de maintenir l'entreprise viable au sein d'un environnement très concurrentiel. Ainsi, par exemple, la production d'un bilan carbone et autres informations comptables sur la RSE comprend des charges liées à la collecte et au traitement de l'information dans les comptes des sociétés. De plus, la prise en considération de ces questions concoure à alourdir les comptes sociaux des entreprises et les rendre plus difficiles à exploiter par leurs utilisateurs.

En outre, la RSE, comme tout autre aspect de l'entreprise (commerce, investissement, etc.) doit être suivie à travers la confection de *reporting* qui regroupent des indicateurs pertinents pour aider les dirigeants d'entreprise à prendre les décisions appropriées dans les meilleurs délais.

C'est dans ce sens que cette communication se propose d'analyser la question de l'adoption de stratégies RSE par les entreprises en partant de certaines contraintes liées aux pratiques comptables et financières (comme par exemple comment sont comptabilisés certains investissements liés à la RSE, la déductibilité de leurs dotations aux amortissements, etc.), et le rôle de l'expert-comptable dans l'orientation et l'aide aux entreprises dans leurs démarches RSE.

Mots-clé : RSE, IAS/IFRS, comptabilité verte, expert-comptable, théorie des parties prenantes.

« La Responsabilité Sociétale des Entreprises : Quels enjeux financiers pour les entreprises en Algérie ? »

Par : KOUDACHE Lynda & GUERCHOUH Mouloud

Résumé

La raison d'être de l'entreprise et de toute institution commerciale est la réalisation de profits et des avantages financiers afin de garantir leur pérennité. Cet objectif est souvent contraint et guidé par les réglementations nationales de chaque pays ainsi que les différentes normalisations internationales induites par le phénomène de la mondialisation. Ainsi, l'engagement sociétal des entreprises est aujourd'hui un acte aussi bien volontaire et obligatoire afin de garantir que leurs actions soient bénéfiques pour la société. Ceci procure à l'engagement dans la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) une place éminente dans le développement des différentes stratégies d'entreprise. Néanmoins et bien que cet engagement engendre des coûts financiers supplémentaires à l'entreprise, en raison de l'obligation notamment de réaliser des investissements pour remplir pleinement ce rôle, il lui permettra en contrepartie d'obtenir des gains financiers qui amortiront soit totalement ou partiellement les coûts de l'adoption de la « RSE » dans son activité.

De ce fait, l'objet de ce travail est d'essayer de montrer l'existence d'une relation entre la « RSE » et la performance financière des entreprises en déterminant la nature de cette relation, les facteurs directs responsables de cette relation tout en essayant de projeter les

résultats de cette recherche sur les entreprises en Algérie. Ainsi, il sera question de mettre en lumière l'adoption de la « RSE » dans les entreprises en mettant l'accent sur l'aspect financier et les différents facteurs pouvant l'impacter.

Mots clés : Responsabilité Sociétale des Entreprises, coûts financiers, avantages financiers, éthique des affaires, financement des investissements.

« Responsabilité sociale des entreprises et comptabilité extra-financière : Quels enjeux face à la financiarisation de l'entreprise? »

Par : ACHIR Mohamed & Sabrina OULD ABDESLAM-HAMAZ Sabrina

Résumé

Le capitalisme financier a provoqué une importante transformation des économies des pays développés et émergents avec la prédominance des logiques maximalistes de la rentabilité financière et des comportements spéculatifs excessifs. La gestion de l'entreprise s'est retrouvée ainsi orientée davantage vers la sphère financière que vers la sphère réelle de production. La conduite de sa gouvernance est également influencée par les bailleurs de fonds privilégiant ainsi l'intérêt des actionnaires au détriment des autres parties prenantes.

En effet, la course effrénée vers la maximisation des profits et des dividendes à très court terme a conduit à une financiarisation dangereuse des actifs des entreprises et la fragilité de leurs bilans. Les normes comptables internationales (IAS/IFRS), généralisées en Europe dans les années 2000, desquelles s'est inspiré le système comptable financier (SCF) adopté par l'Algérie dès le 1^{er} janvier 2010, ont favorisé davantage les exigences de l'entreprise actionnariale et la production de l'information financière.

Dans les principes de ces normes internationales, on relève clairement la primauté de la réalité économique sur la forme juridique. Un principe qui a été contesté par les défenseurs de la comptabilité continentale et soutenu, cependant, par ceux de la comptabilité anglo-saxonne. Ces normes inspirées de l'école anglo-saxonne constituent une grande avancée en matière de transparence, de fiabilité, de pertinence et d'intelligibilité, mais des éléments très importants sont néanmoins, négligés dans le processus de production de l'information comptable.

En effet, les aspects écologiques, sociaux, sociétaux, sanitaires où l'exigence de la durabilité sur laquelle repose la responsabilité sociale de l'entreprise (RSE) ne constitue guère une priorité de l'entreprise actionnariale. C'est pourquoi, l'introduction de la comptabilité extra-financière constitue un enjeu majeur susceptible de responsabiliser l'entreprise sur le plan social et environnemental et d'asseoir une certaine éthique.

Ainsi, notre communication portant sur la RSE et la comptabilité extra-financière a pour objectif de mettre en évidence les enjeux *face à la financiarisation de l'entreprise*.

Pour ce faire, nous avons adopté une méthodologie de recherche basée sur la revue de la littérature afin de cerner les concepts fondamentaux de la comptabilité extra-financière.

Les résultats de notre communication seront présentés dans les deux points suivants :

1. La financiarisation de l'entreprise et le rôle des normes IAS/IFRS ;
2. La responsabilité sociale des entreprises et l'enjeu du développement de la comptabilité extra-financière.

Mots clés : RSE, Financiarisation, Comptabilité extra-financière, Normes IAS/IFRS, Entreprise.

« Responsabilité sociétale des entreprises : cadre législatif en Algérie »

Par : MOUSSAOUI Fatiha

Résumé

La Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) est devenue un enjeu majeur à l'échelle mondiale, témoignant de l'évolution des attentes sociétales envers les entreprises.

La mondialisation de l'économie, La transformation des modèles économiques vers plus de durabilité, l'évolution des attentes des consommateurs, avènement de nouvelles technologies, Changement dans la gestion d'entreprise, sont parmi les éléments qui ont joué un rôle central dans l'avènement et le développement de la RSE. L'Algérie n'est pas en reste de ces préoccupations mondiales. Le passage d'une économie planifiée vers une économie de marché a soumis l'économie à ces nouvelles normes de régulation à l'image de nombreux pays ayant connu la même situation.

Malgré, sa relativement nouvelle naissance, le concept de RSE suscite de plus en plus l'intérêt des autorités publiques, des entreprises, des organisations et de la société civile. En Algérie, la RSE se développe progressivement autour d'un cadre législatif en plein essor, au carrefour des enjeux environnementaux, sociaux et économiques.

En effet, l'Algérie œuvre pour une politique de développement respectueuse des droits humains et des droits de l'environnement. De ce fait, elle a pris plusieurs engagements internationaux, par la ratification ou l'adhésion à plusieurs conventions, elle a mis au point une législation nationale adéquate et la création d'institutions œuvrant dans ce domaine.

L'objectif de cet article est de présenter l'évolution de la législation algérienne concernant la RSE. C'est un travail empirique qui adopte une approche exploratoire basée sur des revues de la littérature et les textes de la législation algérienne.

Mot clé : RSE, législation travail, protection de l'environnement

« Adoption de la norme ISO 26000 pour promouvoir la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) en Algérie : Défis et Opportunités (Cas de l'entreprise NAFTAL de Tizi Ouzou) »

Par : OUACHEME Farida

Si les entreprises peuvent affecter négativement la société et l'environnement comme le reflètent les dégradations économiques, sociales, et écologiques engendrées par le développement industriel et les dommages qui en résultent, elles sont aussi celles qui peuvent représenter un vecteur de changement positif. De cette hypothèse, naît le concept de la responsabilité sociétale des entreprises (RSE) qui est un des leviers du développement durable des entreprises à travers une contribution positive envers la communauté et les parties prenantes.

Toute une littérature et définitions se sont développées autour de cette notion de la RSE depuis les années 1950. Le livre vert de la commission européenne la définit comme « l'intégration volontaire par les entreprises de préoccupations sociales et environnementales à leurs activités commerciales et leurs relations avec leurs parties prenantes ». Une autre définition dit que la RSE est l'ensemble des obligations normatives ou morales qui déterminent la stratégie de l'entreprise dans son environnement au regard des parties prenantes tout en assurant sa pérennité voire sa croissance économique afin de concilier dans le présent les performances économiques et sociales. Elle est davantage associée dans plusieurs définitions au développement durable ou encore à l'écologie.

La RSE incarne l'engagement volontaire des entreprises à intégrer des préoccupations sociales, environnementales et économiques dans leurs activités et interactions avec les parties prenantes. En ce sens, l'ISO 26000 sert de référence précieuse, fournissant des lignes directrices claires sur les principes et les thèmes essentiels de la RSE, tels que les droits de l'homme, la gestion environnementale et l'éthique des affaires. En s'appuyant sur

cette norme, les entreprises peuvent non seulement structurer leur approche RSE, mais aussi renforcer leur impact positif sur la société tout en répondant aux attentes croissantes des consommateurs et des investisseurs en matière de durabilité et de responsabilité.

En Algérie, la RSE est un concept en émergence, lié à des enjeux économiques, sociaux et environnementaux spécifiques au pays. En effet, la norme ISO 26000, bien que non contraignante, offre un cadre aux entreprises pour structurer leur démarche RSE. Ces mêmes entreprises sont encouragées à améliorer les conditions de travail, à promouvoir l'égalité des chances et à respecter les droits des travailleurs. De nombreuses structures s'engagent dans des programmes de formation et de sensibilisation pour développer les compétences de leurs employés et des jeunes.

La RSE en Algérie implique la gestion responsable des ressources naturelles, en particulier l'eau et l'énergie, cruciales dans un pays riche en ressources mais confronté à des défis environnementaux. Ainsi, les entreprises doivent évaluer et réduire leur empreinte carbone, en adoptant des pratiques durables et en soutenant des initiatives locales de préservation de l'environnement.

Nous essayerons par cette contribution, de montrer l'importance de la responsabilité sociale des entreprises RSE en Algérie, ceci à travers une étude de la situation entre mythes et réalités, toute en proposant un modèle pour sa concrétisation, à travers une organisation nationale qui se base sur la norme ISO 26000 avec une adaptation sur le contexte et la réglementation algérienne.

La question qui en découle est la suivante : Comment les entreprises algériennes perçoivent-elles l'importance de la norme ISO 26000 dans le développement de leurs pratiques de Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) ?

Afin d'apporter les éléments de réponse à la problématique posée, la démarche à suivre serait, en premier lieu, une revue de la littérature en analysant les travaux précédents pour comprendre les théories et pratiques existantes liées au sujet.

Une enquête est concrétisée auprès d'une entreprise publique algérienne, il s'agit de l'entreprise NAFTAL de Tizi Ouzou. Cette enquête se présente sous forme d'un questionnaire et d'entretiens adressés aux dirigeants. Ces entretiens ont été consolidés par une étude documentaire de quelques documents fournis par l'entreprise.

Les résultats de notre étude sur les entreprises algériennes, en général, montrent bien que la sensibilisation à la RSE soit en hausse, de nombreuses entreprises rencontrent des obstacles tels que le manque de ressources, une culture d'entreprise peu propice et l'absence de cadres réglementaires clairs. Toutefois, les entreprises qui adoptent des initiatives RSE constatent une amélioration de leur image de marque et un renforcement des relations avec les parties prenantes.

La RSE en Algérie est une démarche prometteuse qui, bien qu'encore en développement, offre de nombreuses perspectives pour les entreprises désireuses de contribuer au bien-être social et environnemental. L'intégration de la norme ISO 26000 pourrait servir de catalyseur pour renforcer cette dynamique, tout en répondant aux attentes croissantes des consommateurs et des parties prenantes.

Les recommandations incluent la promotion de partenariats entre entreprises et ONG, ainsi qu'un soutien gouvernemental accru pour encourager l'adoption de pratiques RSE.

« La RSE dans les pratiques de gestion des entreprises : Cas d'entreprises algériennes »

Résumé

Les concepts de Responsabilité Sociale de l'Entreprise (RSE) et de Développement Durable (DD) suscitent, jusqu'à nos jours, un intérêt aussi bien au niveau des dirigeants politiques qu'au niveau des entreprises ou des universités et des centres de recherche. Selon *Attarça et Jacquot (2005)*, le concept de RSE a émergé de manière progressive depuis les années 1970 comme problématique managériale. Pour *Donaldson et Preston (1995)*, ce concept s'est réellement développé et fait son introduction dans les pratiques de gestion des entreprises suite au développement de la théorie des « stakeholders » (théorie des parties prenantes) selon laquelle une entreprise est définie comme une personne morale ayant des engagements moraux et en rupture avec le seul objectif de réalisation de profit pour l'actionnaire.

Dans ce cadre, l'articulation du concept de RSE dans le DD a donné lieu à des pratiques de gestion responsable qui diffèrent d'un pays à un autre en fonction de la culture et des valeurs du pays d'une part, et du cadre légal et institutionnel, d'autre part. Dans cette communication, notre intérêt est alors porté sur « *la RSE et son intégration dans les pratiques de gestion des entreprises algériennes* ».

Notre objectif est de répondre à notre question principale à savoir, *comment les entreprises et organismes algériens intègrent-ils la RSE dans leurs pratiques de gestion ?* Pour répondre à cette question, nous avons suivi une méthodologie de recherche basée à la fois sur une recherche documentaire et une étude de cas par la réalisation d'une enquête et des entretiens avec les responsables de certaines entreprises algériennes. Les résultats de cette communication auxquels nous avons aboutis sont présentés dans les points suivants :

- I. Aperçu sur l'apparition du concept de RSE et son intégration dans les pratiques de gestion des entreprises ;
- II. Présentation de la méthodologie de recherche ;
- III. Présentation des résultats de la recherche.

Mots clés : *RSE ; Développement durable ; gestion responsable ; stakeholders ; entreprises algériennes.*

« Etude des facteurs influençant l'adoption de stratégies RSE par les entreprises familiales »

Par : GHEDDACHE Lyes

Résumé

L'étude des entreprises familiales dans le cadre de son adoption d'une stratégie RSE est assez particulière eu égard aux diverses spécificités qui caractérisent ce type d'organisation. En effet, il s'agit d'entités économiques où deux sous-systèmes cohabitent et s'influencent mutuellement dans des relations très souvent contradictoires. Ainsi, l'entreprise familiale est subdivisée en un sous-système économique qui doit satisfaire à des attentes et objectifs rationnels de l'économie de marché (profit, croissance, etc.) et d'un sous-système famille dans lequel prévalent des considérations affectives qui peuvent aller à l'encontre des impératifs économiques de l'entreprise.

Sur le plan théorique, la théorie des parties prenantes a permis d'affirmer que l'entreprise ne pouvait plus être limitée à une organisation qui n'œuvre que pour des objectifs liés aux pressions du capitalisme financier. Celle-ci a donc à satisfaire des attentes de partenaires de diverses natures et pas seulement des actionnaires, d'où les possibilités

d'adoption de stratégies RSE. Dans le cadre de l'entreprise familiale, les contributions théoriques (la théorie positive de l'agence et la théorie de l'intendance) qui ont tenté de mettre en relation les particularités de l'entreprise familiale et ses prédispositions à poursuivre des stratégies RSE ont permis d'arriver à des conclusions favorables.

Toutefois, et même si les travaux de recherche sur les entreprises familiales se sont multipliés dans divers aspects et spécificités de celles-ci, elles demeurent par contre très limitées en ce qui concerne l'influence des caractéristiques de ces entreprises sur l'adoption ou le rejet des pratiques RSE ; Ainsi, les études se sont principalement intéressées sur la question relative à la relation entre prise de connaissance des pratiques de RSE et leur adoption par le dirigeant propriétaire.

Sur le plan de l'adoption des principes de la RSE, les études vont dans le sens de la prise en considération des particularismes de l'entreprise familiale. En ce sens, cette présente communication se propose de présenter les prédispositions de l'entreprise familiale à son orientation vers l'adoption de stratégies de RSE suivant trois principales caractéristiques :

- ✓ Le fonctionnement de l'entreprise familiale, en général et sa stratégie sont très fortement influencés par son dirigeant-propriétaire, il serait donc intéressant de considérer le conservatisme de celui-ci comme facteurs favorisant l'adoption de stratégies RSE.
- ✓ Le réseau social du propriétaire-dirigeant et de sa famille peuvent également constituer des éléments qui conditionnent la connaissance et l'orientation de l'entreprise familiale vers des pratiques RSE.
- ✓ Aussi, l'entreprise familiale est marquée par ses passages de génération en génération de la famille propriétaire (transmission), donc l'âge de l'entreprise mérite d'être considéré comme facteur décisif dans l'orientation vers des pratiques RSE.

Mots-clés : entreprise familiale, RSE, famille-propriétaire, conservatisme, transmission.

« La communication responsable comme nécessité pour justifier la mission « éthique » de l'entreprise algérienne : Cas du groupe industriel pharmaceutique SAIDAL »

Par: HAMMOUTENE Ouardia & OUCHALAL Houria

Résumé

Les pratiques dites « éthiques » se placent aujourd'hui au cœur des préoccupations des entreprises soumises à l'obligation de se mobiliser pour répondre aux nouvelles attentes et exigences en matière environnementale, sociale ou sociétale de l'ensemble des parties prenantes, en particulier, des consommateurs. Leur perception sur l'attitude des entreprises, dans des domaines tels que le respect de la nature, la gestion des ressources humaines ou la responsabilité sociétale, revêt un caractère stratégique.

Ces révélations sont corroborées par les résultats prometteurs obtenus en 2003 par le cabinet d'étude Research International qui a développé un baromètre auprès d'un grand public, à savoir : l'observatoire des valeurs éthiques des entreprises. L'élément central est que la sensibilisation à la dimension éthique ne serait pas l'apanage de micros-segments de clientèle, mais se retrouve au contraire dans toutes les catégories de population. La première responsabilité d'une entreprise serait donc le respect de sa clientèle (Debos, 2005).

Dans ces conditions, l'entreprise a tout intérêt à intégrer une valeur ajoutée « morale » dans sa politique de communication tant pour le produit (communication de marque) qu'en ce qui concerne l'entreprise (communication institutionnelle). Au-delà de sa mission traditionnelle, la communication va devoir justifier la mission « éthique » de l'entreprise. Toutes les voies d'action empruntées dans ce sens sont présentées et expliquées à ses parties prenantes, notamment, aux consommateurs par une communication didactique, informative, voire ludique symbolisant l'engagement moral de l'entreprise. C'est une

communication qui implique de la confiance et nécessite de la responsabilité. Elle est décrite par MEDEF (2011) une opportunité pour l'entreprise qui s'inscrit dans une démarche de progrès et permet d'améliorer la qualité de ses communications en identifiant les moyens les plus justes pour gagner en efficacité.

Les efforts de l'entreprise algérienne pour relever le défi de cette démarche de communication responsable traduisent-ils son engagement moral et justifient-ils sa mission éthique ? Telle est la problématique à laquelle cette recherche va tenter d'apporter des éléments de réponse.

Ainsi, en s'appuyant sur un certain nombre de travaux académiques (Darveau et Boulanger, 2021 ; Audouin, Courtois et Rambaud-Paquin, 2010 ; Debos, 2005, ...) et professionnels (MEDEF, 2011 ; ADEME, 2020), nous avons mené des investigations empiriques auprès l'entreprise algérienne de l'industrie pharmaceutique Groupe SAIDAL. Engagée dans la responsabilité sociétale des organisations ainsi que dans la protection de l'environnement, l'intérêt porté par SAIDAL à la communication sur ses engagements moraux ne cessent de s'accroître.

Le recueil des données a été fait à partir de deux types de sources secondaires : la documentation de l'entreprise (rapports d'activité, bulletin interne et autres) et les différentes données recueillies à partir du site Web de SAIDAL. Le recueil des données empiriques a également été réalisé à l'aide d'une enquête par entretiens avec la directrice de la communication.

Les résultats semblent révéler un manque de cohérence entre les valeurs prônées dans la communication et certaines décisions se rapportant parfois à des domaines assez sensibles comme la Gestion de la Ressource Humaine (accès aux postes clés, des limogeages non justifiés...). Le défi pour SAIDAL sera que son système de management fasse désormais en sorte que les valeurs symbolisant l'engagement moral de l'entreprise puissent s'incarner dans les décisions et les comportements.

Mots clés : Responsabilité sociétale des entreprises, Parties prenantes, Communication responsable, Mission éthique.

« La certification à la norme ISO 14001/2015 : un gage pour la responsabilité sociétale des entreprises algériennes »

Par : ARAB Abdellah

Résumé

La croissance économique non soutenable réalisée durant le siècle précédent et le début de ce nouveau millénaire a engendré des externalités négatives, devenues insupportables pour les générations actuelles et futures. Les catastrophes naturelles à répétition et le réchauffement climatique n'ont laissé personne indifférent devant cette menace qui guette l'humanité. En effet, la sonnette d'alarme tirée lors du sommet de la Terre de Rio de Janeiro en 1992 a permis de responsabiliser tous les acteurs impactant l'environnement et compromettant les générations à venir, notamment les entreprises. Ainsi, une proposition fut adoptée pour demander à l'ISO (organisation internationale de normalisation) de concevoir un système de management environnemental (SME) ; comme elle l'a fait avant, concernant l'ISO 9001 (norme de management de la qualité) qui a connu un grand succès à l'échelle mondiale. Accueillant favorablement cette proposition, ISO a rapidement mis en place le comité technique TC/207, chargé d'élaborer une norme internationale dédiée au management environnemental dès 1993. Les travaux de ce comité ont abouti à la

publication de la première version d'ISO 14001 contenant les exigences de management environnemental en 1996. Cette première version a été revue en 2004, puis en 2015.

Etant conscients des enjeux liés au développement durable grâce aux mouvements consumériste et écologiste, le consommateur actuel ne réclame plus seulement le meilleur rapport qualité/ prix. En effet, le concept d'éco consommation prend de plus en plus d'ampleur dans nos sociétés et devient un élément de satisfaction important chez le consommateur. Devant cette évolution remarquable de comportement du consommateur, les entreprises se trouvent dans l'obligation de se mettre au diapason pour assurer leur pérennité. En effet, le respect des exigences écologiques est devenu un facteur clé de succès permettant aux entreprises de développer un avantage concurrentiel durable. Pour ce faire, la norme ISO 14001 offre une ligne directrice reconnue mondialement pour les entreprises souhaitant atteindre la performance environnementale. Dès lors, un nombre de plus en plus important d'entreprises réclame la certification. Elle est aujourd'hui la deuxième norme d'ISO la plus sollicitée après l'ISO 9001.

Face à l'engouement pour la certification à l'ISO 14001, les entreprises algériennes ont commencé à s'y intéresser de plus en plus, notamment avec les aides financières de l'Etat pour la certification et le rôle joué par l'IANOR et ALGERAC pour la diffusion de cette norme. En parallèle, la réglementation environnementale qui devient dure et contraignante oblige les entreprises à suivre la voie de la certification pour obtenir les conformités nécessaires. Cependant, aller dans cette voie nécessite la mise en place d'un système de management environnemental (SME) conforme à la norme internationale ISO 14001 qui implique beaucoup de changements à réaliser au niveau de l'entreprise. Ceux-ci constituent un gage pour améliorer la performance environnementale.

L'objectif de cette contribution est de dresser un état des lieux de la responsabilité sociétale au niveau des entreprises algériennes au travers de la certification à la norme ISO 14001 en suivant une approche comparative avec ce qui se fait à l'échelle mondiale tout en réalisant des comparaisons avec des pays comparables. En plus, nous allons montrer au travers quelques entreprises algériennes certifiées ISO 14001, la contribution de cette norme à l'amélioration de leur responsabilité sociétale à partir des performances obtenues sur le plan environnemental.

Mots clés : environnement, RSE, certification, ISO 14001, performance

« L'emploi de jeunes diplômés dans une approche par la responsabilité sociale de l'entreprise : quelques éléments de l'état des lieux »

Par : ALLEK Saifa

Résumé

Le processus de libéralisation économique et la réforme du marché du travail, conjugués aux défaillances des entreprises publiques (locales et nationales), leurs restructurations, la conjoncture économique et le boom démographique, et la crise liée au COVID-19 ont provoqué une augmentation dans le taux de chômage. Ce fléau affecte toutes les catégories sociales mais certains groupes, notamment les jeunes, présentent des rapports particuliers au marché du travail, en raison de leur vulnérabilité, de discriminations diverses, ou d'enjeux spécifiques les concernant.

Pour réduire ces effets négatifs sociaux, les partisans du courant de développement durable, recommandent le modèle de flexibilité socialement responsable. Une flexibilité basée sur un arbitrage entre les exigences de flexibilité de l'entreprise pour assurer sa compétitivité, et celles de développement sociale et économique de la population. Ce

paradigme économique incite les entreprises à assurer leur responsabilité sociale notamment en matière d'emploi.

Par cette communication, nous allons mettre en exergue l'état des lieux des pratiques des entreprises algériennes en matière des politiques d'emploi des jeunes dans une optique de responsabilité sociale.

Nous allons d'abord définir en quoi les contrats d'insertion des jeunes diplômés seraient une des pratiques de responsabilité sociale de l'entreprise en mettant en exergue les différentes dimensions et enjeux de ce type de contacts.

Ensuite, après avoir défini et identifié les différentes dimensions, nous présenterons leur état des lieux en Algérie.

« La RSE au service de la performance des entreprises Algérienne. Illustration par le cas de la laiterie Soummam »

Par : AMOKRANE Hakima & SI-SALAH Karima

Résumé

L'entreprise peut exister que s'il y a un minimum d'adéquation entre les missions que l'ensemble de la société lui a assigné et ce qu'elle réalise effectivement. En effet, pour exister et survivre il est indispensable pour une entreprise d'échanger avec la société les éléments nécessaires à son fonctionnement (travail, capitaux...). L'échange avec la société peut s'analyser comme une boucle de rétroaction : l'entreprise agit sur la société qu'elle influence, et cette dernière agit à son tour et influence la vie de l'entreprise. Le rôle économique et le rôle social de l'entreprise sont étroitement imbriqués

Un nombre croissant de firmes prennent désormais conscience d'une responsabilité, que l'on peut qualifier de critique à l'égard de la société. Il s'agit de la conviction de plus en plus marquée, au sein des entreprises que leur destin économique est intimement lié aux évolutions de l'environnement et de la société. Depuis sa création en 1993, la laiterie Soummam innove avec le développement d'un programme ambitieux de production en créant un écosystème qui implique des fermiers indépendants, les programmes de formation continue qui favorise la qualité de vie au travail (égalité, équité) et l'intégration des techniques de production soucieuse de l'environnement avec la prise de conscience croissante des enjeux sociaux et sociétaux (création d'emplois, financement de stations de production d'oxygène lors de la pandémie covid 19...). Cette entreprise algérienne et citoyenne a su intégrer le concept de RSE dans sa stratégie. *Pourquoi la RSE est un investissement stratégique ? Ceci dit : Cette ambition sociale peut-elle servir les intérêts et la performance de l'entreprise Soummam ?* la multiplication des expériences concrètes de RSE, donnant naissance au concept d'entreprise citoyenne, indique désormais qu'il s'agit plus d'un mouvement de fond irréversible de management qualitatif intégré.

Mots clés : RSE, performance, Soummam, entreprise citoyenne, rôle socioéconomique.

« La sécurité routière et la RSE chez Lafarge »

Par : SEDIKI Abderrahmane

Résumé

Notre contribution à travers cette communication vise à analyser comment une entreprise comme Lafarge, acteur majeur dans l'industrie du bâtiment en Algérie, peut utiliser la sécurité routière comme levier de sa responsabilité sociale des entreprises (RSE).

Plus spécifiquement, nous chercherons à comprendre :

- Comment Lafarge intègre la sécurité routière dans sa stratégie globale de RSE en Algérie ?

- Quels sont les bénéfices (image de marque, réduction des coûts, etc.) que l'entreprise peut tirer de telles initiatives ?
- Quelles sont les meilleures pratiques à adopter pour améliorer la sécurité routière au sein de l'entreprise et de ses chaînes de valeur ?

Trois fondements théoriques peuvent éclairer cette problématique :

1. **La théorie de la responsabilité sociale des entreprises (RSE) :** Cette théorie explore les obligations des entreprises envers la société au-delà de leurs obligations légales et économiques. Elle met en évidence l'importance de l'engagement des entreprises dans des actions socialement responsables.
2. **La théorie des parties prenantes :** Cette théorie souligne l'importance de prendre en compte les intérêts de toutes les parties prenantes d'une entreprise (employés, clients, fournisseurs, associations de prévention routière, communautés locales, etc.) dans la prise de décision. La sécurité routière est un enjeu qui concerne de nombreuses parties prenantes.
3. **La théorie de la prévention des risques :** Cette théorie analyse les différentes méthodes pour identifier, évaluer et maîtriser les risques. Dans le contexte de la sécurité routière, elle permet de mettre en place des mesures préventives pour réduire les accidents.

Une étude de cas de Lafarge semble particulièrement adaptée pour répondre à cette problématique. Elle permettra d'analyser les pratiques de l'entreprise en matière de sécurité routière, d'identifier les facteurs de succès et les défis rencontrés.

« La RSE et les politiques publiques en matière de Développement Durable en Algérie : Etat des lieux et constat ? »

Par : DOUICI-HACHEMI Naima ; DORBANE Nadia ; OMARI Lynda

Résumé

Actuellement, la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) occupe le centre des préoccupations scientifiques. Cette problématique s'inscrit, désormais, dans la recherche d'une stratégie permettant la satisfaction de toutes les parties prenantes à l'entreprise. Celle de la dégradation de l'environnement et de la gestion des ressources naturelles prime.

La littérature économique sur la thématique et les expériences menées dans ce sens nous confirme l'importance de prendre en considération l'environnement interne et externe à l'entreprise dans toutes décisions prises au niveau de cette dernière.

Ceci étant dit, à l'instar des autres pays et afin de normaliser les pratiques internationales en matière de développement durable et encourager les entreprises à s'y engager, plusieurs normes ont été adoptées par les pouvoirs publics algériens, ayant trait directement avec les principes du développement durable : l'environnement, la qualité et le social. Parmi elles, on trouve la norme ISO 9001 sur la qualité, la norme ISO 14001 relative à l'environnement, et la norme ISO 18001 portant sur la santé et la sécurité au travail. Enfin, la norme ISO 26000 relative la RSE.

Consciente de l'importance de la question, plusieurs entreprises ont adopté ces normes et surtout celle en attache avec la RSE. Cependant, les approches théoriques ainsi que empiriques nous révèle que les activités de la RSE se répartissent en deux dimensions : une dimension volontaire qui implique l'ensemble des membres de la société, et une dimension légale qui constitue pour l'entreprise, dans certaines situations, une contrainte.

Cependant, pour se greffer dans cette nouvelle tendance mondiale en matière de management stratégique et face à l'urgence des problèmes environnementaux, l'Algérie a engagé, depuis les années 2000, une politique publique de Développement Durable (DD), des programmes d'actions ambitieux et elle a mobilisé d'énormes moyens institutionnels, financiers, humains et autres.

Dans ce sens, nous posons la problématique suivante : ***Comment les pouvoirs publics peuvent-ils orienter et réguler la RSE afin de soutenir le DD ?***

La réponse à cette problématique nous amène à passer en revue quelques travaux théoriques afin de cerner le concept de RSE ainsi son évolution dans un premier temps. Et dans un second temps, notre réflexion va porter sur le rôle des pouvoirs publics dans l'accompagnement des entreprises ayant adopté la démarche RSE.

Mots clés : *RSE ; Développement Durable, Pouvoir Publics, ressources ; environnement.*

« Labellisation des produits et sécurité alimentaire en Algérie : Cas des produits agricoles »

Par : SAHALI Noureddine & BATACHE Abderrahmane

Résumé :

La sécurité alimentaire est un concept qui a connu une évolution dans le temps. Aujourd'hui, la disponibilité des produits agricole à elle seule n'est pas suffisante pour la réalisation de toutes les facettes de la sécurité alimentaire. Effectivement, la dimension qualitative tient, de plus en plus, une place importante dans la culture de consommation des gens. En effet, l'agriculture durable constitue une panacée pour une alimentation saine.

Dans la pratique, avoir des aliments nutritifs constitue un défi à relever. La connaissance des origines des produits, les conditions de leurs productions, les conditions de leur stockage, etc. nécessitent la conformité aux normes de qualité. En Algérie, les produits agricoles commercialisés souffrent du manque de labellisation et d'autres moyens permettant d'assurer une certaine traçabilité de ces produits. Dans cette communication nous allons essayer de répondre à la question suivante : Quels sont les dispositifs mis en place pour favoriser le processus de labellisation des produits agricoles ?

Pour traiter cette question, nous allons revenir sur les points suivants :

- L'évolution du concept de la sécurité alimentaire ;
- Etat des lieux des produits labélisés en Algérie ;
- Dispositifs favorisant la mise en œuvre du système de labellisation ;
- Illustration d'une tentative de labellisation d'un produit de terroir au niveau de la wilaya de Tizi-Ouzou.

Mots clés : sécurité alimentaire, agriculture durable, produits agricoles, labellisation, politique publique.

« La RSE et le développement durable comme complémentarité prépondérante pour un territoire durable »

Par : YOUDJOU Rabah ; BOUDIA Nabil ; CHITTI Mohand

Résumé

La responsabilité sociétale des entreprises est devenue un sujet crucial et essentiel dans le management des entreprises et le monde des affaires aujourd'hui, et dépasse les frontières en impliquant toute la société en générale. La stratégie RSE qui favorise les interactions créatrices de compétences et de ressources communes, et donc d'avantage concurrentielle durable, dans ce cas, le territoire à la capacité de réunir et de faire émerger des relations de complémentarité, de coopération ou de concurrence, afin d'exploiter des ressources propres qui peuvent être tangible ou intangible, des actions d'aménagement, de développement économique et de création de plus-value mais aussi du développement durable, en combinant les efforts de l'action public et les entreprises dans un territoire commun.

Le territoire apparaît comme un lieu fortuit et idéal surtout pour la conciliation des intérêts souvent contradictoire entre les acteurs. De ce fait, la sensibilisation et l'instaurations des

démarches RSE pour les entreprises est primordiale, afin de créer une dynamique locale de développement durable du territoire, pour cela un dialogue et des consensus paritaires sont envisageables pour l'ensemble des parties prenantes afin d'atteindre une prospérité durable.

Dans notre communication nous essayons de dresser l'intégration de la RSE au sein d'un territoire philanthropie, et autour d'un objectif commun pour une action globale et systémique.

Mots clés : La stratégie, RSE, développement durable, territoire, philanthropie.

« Politiques publiques territorialisées en faveur du développement durable et RSE en Algérie »

Par : AMIRI Dalila & AKNINE-SOUIDI Rosa

Résumé

La relation entre le développement durable et la responsabilité sociétale des entreprises est très ancienne (RSE) afin de satisfaire les différentes attentes de la société notamment en environnementales. Elle implique plusieurs acteurs au niveau des différents territoires du pays. Les politiques publiques sont diversifiées. Elles impliquent les pouvoirs publics pour prendre en considération ces éléments notamment le développement durable dans les stratégies des entreprises. En Algérie, ce processus a débuté en 2011 avec l'intégration de la norme ISO 26000. De ce fait notre contribution consiste à analyser les politiques publiques territorialisées en faveur du développement durable et RSE en Algérie.

Mots clés : Politique publique, territoire, RSE, développement durable, société.

« L'importance de la responsabilité sociétale dans l'économie algérienne : Etude de cas de La loyauté des pratiques et les droits de l'homme »

Par : IMEKHLEF Rachida & ABDERRAHMAN Djoher

Résumé

Quelle que soit sa taille, sa forme juridique ou son secteur d'activité, il ne suffit pas d'avoir un bon chiffre d'affaires pour être une bonne entreprise, mais il faut avoir aussi un sens de responsabilité envers sa société et son environnement.

La responsabilité sociétale des entreprises (RSE) également appelée responsabilité sociale des entreprises est définie par la commission européenne comme étant « l'intégration volontaire des préoccupations sociales et écologiques des entreprises à leurs activités commerciales et leurs relations avec les parties prenantes. Être socialement responsable signifie non seulement satisfaire pleinement aux obligations juridiques applicables, mais aussi aller au-delà et investir "davantage" dans le capital humain, l'environnement et les relations avec les parties prenantes ». (Commission des communautés Européennes, 2001).

En d'autres termes, la RSE représente la contribution des entreprises aux enjeux du développement durable, et la mise en pratique de cette responsabilité sociétale nécessite de chercher à avoir un impact positif sur la société tout en étant économiquement viable.

De son côté, l'ISO (International Organisation for Standardisation), organisation chargée de définir les standards internationaux qui régissent le commerce des entreprises, définit la RSE, dans un document publié par le groupe de travail sur la Norme ISO 26000, comme étant « la responsabilité d'une organisation vis-à-vis des impacts de ses décisions et activités sur la société et sur l'environnement, se traduisant par un comportement éthique et transparent qui – contribue au développement durable, y compris à la santé et au bien-être de la société ; - prend en compte les attentes des parties prenantes ; - respecte les lois en vigueur et qui est en accord avec les normes internationales de comportement ; et qui est

intégré dans l'ensemble de l'organisation et mis en œuvre dans ses relations » (International Organisation for Standardisation, 2010).

Sept thématiques centrales sont définies par la norme ISO 26000 :

- La gouvernance de l'organisation ;
- Les droits de l'homme ;
- Les relations et conditions de travail ;
- L'environnement ;
- La loyauté des pratiques ;
- Les questions relatives aux consommateurs ;
- Les communautés et le développement local.

En s'appuyant sur les définitions précédemment citées, nous nous sommes intéressés au plan social de la question de la responsabilité sociétale en mettons l'accent sur deux points thématiques abordés par l'ISO 26000 ; La loyauté des pratiques et les droits de l'homme.

La loyauté des pratiques ou appelée aussi éthique des affaires, est en réalité liée au comportement humain, peut être inné ou acquis et s'intéresse à la conduite des individus en société. Elle englobe la lutte contre la corruption, la sensibilisation dans toute la chaîne de valeur, le respect des droits de propriété, la transparence ou encore la concurrence loyale.

Par la même occasion, cette loyauté doit garantir des principes d'intégrité, d'honnêteté entre l'entreprise et ses parties prenantes, en particulier son personnel.

Pour voir l'impact de cette loyauté dans les entreprises, nous avons effectué une enquête de terrain dans un organisme dédié à La promotion de l'emploi et à la lutte contre le chômage (Agence Nationale d'Appui et de Développement de l'Entrepreneuriat ANADE), à travers un dispositif d'aide à l'insertion professionnelle mis en place par les autorités publiques algériennes.

Dans cet article nous allons essayer de soulever la question de la responsabilité sociétale et son importance dans l'économie d'un pays, voir comment peut-on réveiller la bonne volonté de travailler dans un environnement loyal au respect de l'éthique et dans un objectif d'améliorer le bien-être de la société avec le respect des autres et de l'éthique sociétale. Nous proposons une étude de cas d'un dispositif d'aide à l'emploi en Algérie qui n'a pas marché pour cause de non-respect de certaines pratiques.

Mots clés : responsabilité sociétale – environnement loyal - communauté responsable - La loyauté des pratiques – responsabilité consciente.

« La valorisation circulaire des eaux usées : illustration par l'ONA d'Alger »

Par : AKNINE-SOUIDI Rosa & RAHMOUNI Djamila

Résumé

L'eau est une ressource non substituable, représentant une condition fondamentale à notre survie mais aussi au fonctionnement de différents secteurs de notre vie quotidienne : l'agriculture, l'industrie, le commerce y compris le tourisme.

La réalité que nous vivons journalièrement fait apparaître deux faits majeurs concernant cette ressource précieuse. Après avoir longtemps représenté un bien à large disponibilité, l'eau devient ces dernières décennies un bien rare. Plusieurs recherches et rapports, emmenant d'organisations internationales (ONU, UNESCO, PNUD, OMS, UNICE, etc.), se sont penchées sur la mise en évidence de ce fait par la définition d'indicateurs caractérisant la pénurie des ressources en l'eau et l'avènement de l'ère du stress hydrique.

A titre illustratif, dans son dernier rapport, établi en 2024, l'UNESCO estime que près de la moitié de la population mondiale est confrontée de graves pénuries d'eau pendant au moins une partie de l'année, et qu'un quart d'entre nous est exposé à des niveaux extrêmement élevés de stress hydrique alors que nous utilisons plus de 80% des réserves annuelles renouvelables douce

Parallèlement nous assistons à une expansion de plus en plus importante des quantités d'eau usées épurées dans le cadre des différentes STEP prises en charge par l'ONA, titre illustratif pour le 1^{er} semestre de 2022, un volume de 136 Millions de m³ des eaux usées ont été épurées par les 168 Stations d'épuration.

Traditionnellement, le traitement des eaux usées consistait à collecter, à traiter et à rejeter les eaux usées dans l'environnement. Cette approche linéaire n'est plus durable face aux défis croissants liés à la rareté de l'eau et à la pollution. L'économie circulaire propose un changement de paradigme en considérant les eaux usées comme une ressource précieuse à valoriser plutôt qu'un déchet à éliminer, les avantages potentiels de l'économie circulaire pour le traitement des eaux usées sont considérables. En relevant les défis actuels, l'économie circulaire peut contribuer à une gestion plus durable et plus responsable de cette ressource précieuse qu'est l'eau.

Ainsi, nous considérons que les eaux usées traitées par l'Office National de l'Assainissement (ONA) représentent une ressource précieuse et de plus en plus importante. Loin d'être un simple déchet, ces eaux usées épurées constituent une source d'eau alternative non négligeable pour répondre aux besoins multiples du pays, en contribuant à la préservation des ressources en eau conventionnelles et à la protection de l'environnement. La question fondamentale à laquelle on essaiera de répondre est : ***quelles formes de valorisation des eaux usées l'ONA met-elle en avant ? et quelles sont les voies d'améliorations qui peuvent être adoptés au futur ?***

« La Responsabilité Sociétale des Entreprises algériennes : pour un management par les valeurs »

Par : BATACHE Abderrahmane. SAHALI Noureddine. LOUGHERIT Widad

Résumé

Si la RSE désigne l'intégration volontaire par les entreprises de préoccupations sociales et environnementales à leurs activités commerciales et leurs relations avec leurs parties prenantes ; le management par les valeurs, quant à lui, consiste à placer les valeurs et la culture organisationnelle au cœur des pratiques managériales. Cela signifie que les décisions et les actions de l'entreprise sont guidées par un ensemble de principes fondamentaux partagés par tous les collaborateurs. L'objectif de notre communication est de montrer que la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) et le management par les valeurs sont deux concepts étroitement liés et complémentaires. Ils représentent une évolution majeure dans le monde de l'entreprise, où les préoccupations sociales, environnementales et éthiques prennent de plus en plus d'importance. Autrement dit, Le management par les valeurs permet de mobiliser les collaborateurs autour des objectifs RSE, en leur donnant du sens et en les responsabilisant. Aussi, la prise en compte des parties prenantes est également fondamentale, tant dans la RSE que dans le management par les valeurs. Ainsi, en plaçant les valeurs au cœur de leur stratégie, les entreprises algériennes peuvent non seulement améliorer leurs performances économiques, mais aussi contribuer à un avenir plus durable. **Mots clés** : RSE, Management par les Valeurs, parties prenantes, développement durable.

« L'économie circulaire comme levier de la RSE pour un développement durable local »

Par : DORBANE Nadia & DOUCI-HACHEMI Naima

Résumé

Dans le contexte actuel de crise environnementale et de recherche d'un développement durable, l'économie circulaire émerge comme un levier stratégique pour renforcer la responsabilité sociétale des entreprises (RSE) au niveau local. Cette communication explore comment l'économie circulaire peut transformer les pratiques et les engagements des entreprises et des collectivités locales,

favorisant une approche plus durable. Nous aborderons, d'abord, les principes fondamentaux de l'économie circulaire et leur synergie avec les objectifs de la RSE. Ensuite, nous examinerons des exemples concrets d'initiatives locales où des entreprises intègrent ces principes dans leurs stratégies, permettant ainsi l'utilisation rationnelles des ressources naturelles et la réduction de la production des déchets ainsi que leur gestion durable. Enfin, nous discuterons des enjeux et des opportunités que présente cette intégration pour les collectivités locales, notamment en matière de création d'emplois, d'innovation et de cohésion sociale. Cette approche collaborative, axée sur le partage des ressources et l'engagement collaboratif, offre des solutions pratiques pour un développement durable ancré localement. Cela repose, entre autres, sur une gouvernance inclusive et un cadre législatif favorable.

Mots Clés : Economie circulaire, la RSE, ressources naturelles, gestion des déchets, développement durable local, gouvernance locale.

« Responsabilité Sociétale des Entreprises et Création de Valeur Durable : Vers une Synergie Éthique et Économique »

Par : SI MANSOUR-ZERARKA Farida, OUAMAR-BERKAL Sabrya

Résumé

Dans un contexte global caractérisé par une préoccupation croissante envers les enjeux environnementaux et sociaux, la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) se manifeste comme un paradigme incontournable. Elle constitue un cadre permettant aux entreprises de concilier leurs activités commerciales avec des valeurs durables, tout en répondant aux attentes grandissantes des consommateurs, des investisseurs et des instances régulatrices. La RSE englobe une multitude de pratiques, allant de la réduction de l'empreinte carbone à la promotion de conditions de travail équitables, se positionnant ainsi comme un levier stratégique pour les entreprises désireuses de respecter des normes éthiques tout en renforçant leur compétitivité sur le marché.

Face à cette réalité, une question essentielle émerge : comment les initiatives de RSE contribuent-elles véritablement à la création de valeur durable au sein des organisations ? Cette problématique soulève des interrogations sur le lien entre les pratiques responsables et la performance économique, ainsi que sur les modalités par lesquelles les entreprises peuvent optimiser leur impact positif sur la société et l'environnement tout en générant des bénéfices. La création de valeur durable ne se limite pas aux résultats financiers immédiats ; elle englobe également des bénéfices à long terme, tels que la fidélisation des clients, l'engagement des employés et l'amélioration de la réputation de la marque. De ce fait, les entreprises adoptant des stratégies de RSE rigoureusement définies peuvent métamorphoser les défis sociaux et environnementaux en opportunités d'innovation et de croissance.

Pour aborder cette problématique, l'étude s'appuie sur une méthodologie qualitative intégrant des études de cas. L'analyse se concentre sur trois exemples emblématiques : Danone, Unilever et Patagonia. Danone a élaboré une stratégie axée sur l'agriculture régénérative, visant à atténuer l'impact environnemental de ses chaînes d'approvisionnement tout en améliorant la qualité de ses produits. Cette approche s'inscrit dans une logique de collaboration avec les agriculteurs, promouvant des pratiques agricoles durables qui favorisent simultanément la rentabilité et la responsabilité. Parallèlement, Unilever a mis en œuvre son programme "Unilever Sustainable Living", qui aspire à réduire son empreinte carbone tout en améliorant la santé et le bien-être de millions d'individus. Patagonia, pour sa part, se distingue par son engagement profond envers l'environnement et les valeurs sociales. L'entreprise a su bâtir une communauté autour de ses produits durables et de son activisme environnemental. Son modèle d'affaires repose sur la transparence, mettant en avant des pratiques de production éthiques et encourageant la réparation des vêtements afin de prolonger leur durée de vie. Cette démarche renforce non

seulement la fidélité des consommateurs, mais positionne également Patagonia comme un leader dans le mouvement de la mode durable.

En explorant ces initiatives variées, l'étude mettra en lumière les mécanismes par lesquels la RSE peut engendrer une création de valeur durable. Les résultats permettront de formuler des recommandations sur les modalités par lesquelles les entreprises peuvent non seulement se conformer à des normes éthiques, mais aussi tirer parti de la RSE pour favoriser leur développement durable dans un monde de plus en plus interconnecté.

Mots-clés : Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE), Création de Valeur Durable, Développement Durable, Pratiques Éthiques, Performance Économique.

« La RSE : Plus qu'une pratique, une culture d'entreprise porteuse de valeurs et d'impact durable »

Par : SI-SALAH Karima ; AMOKRANE Hakima ; BOUROUKBA Rafika

Résumé

La Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) a évolué bien au-delà d'un ensemble de pratiques isolées pour devenir une dimension stratégique de la culture d'entreprise. Dans un contexte de plus en plus sensible aux enjeux sociaux, environnementaux et éthiques, les entreprises sont désormais attendues comme des acteurs responsables et engagés. La RSE ne se limite plus à des actions ponctuelles ou à des rapports annuels ; elle s'incarne dans les fondements même de l'entreprise, imprégnant ses décisions stratégiques et influençant l'ensemble de ses pratiques. Par cette transformation, de nombreuses organisations intègrent aujourd'hui la RSE comme un pilier fondamental de leur identité, redéfinissant ainsi leur vision, leurs valeurs et leurs interactions tant internes qu'externes.

Cette communication propose d'explorer la RSE non seulement comme une série de mesures, mais comme une véritable culture organisationnelle profondément ancrée, capable de mobiliser les collaborateurs autour d'une mission commune, de renforcer les relations avec les parties prenantes, et de générer un impact durable pour la société et l'environnement. En effet, en adoptant la RSE comme philosophie de gestion et engagement, les entreprises deviennent des agents de changement, capables de répondre aux grands défis sociaux et environnementaux de notre époque, tout en assurant leur propre pérennité.

À travers l'analyse des études de cas concrets, cette communication met en lumière comment la RSE, lorsqu'elle est bien intégrée dans la culture et l'identité de l'entreprise, agit comme un levier de performance et d'innovation durable. Elle favoriserait non seulement l'engagement et la satisfaction des employés, mais contribuerait également à bâtir une réputation de marque responsable et à établir une relation de confiance avec les communautés locales et les partenaires. Par cette intégration, les entreprises améliorent leur compétitivité et leur résilience face aux enjeux contemporains, et créent également de la valeur partagée, contribuant ainsi à un développement économique et social plus équitable et durable.

« Responsabilité sociale des entreprises : quelles contraintes pour les entreprises Algériennes ? »

Par : ZERKHEFAOUI Lyes & KHAMMES Abdennour

Résumé

À l'ère des contraintes environnementales et écologiques qui ne cessent d'exercer une influence sur le fonctionnement des entreprises, la normalisation est devenue une contrainte majeure auquel les sociétés doivent se soumettre afin de satisfaire un certain nombre d'exigences leur permettant non seulement d'être performantes économiquement, mais aussi responsables socialement. (Cadet,2010)

C'est dans ce contexte que la norme ISO 26000 a été publiée pour compléter un dispositif normatif déjà existant (les normes ISO 9001, 14001...) afin d'inscrire le management dans une perspective intégrée. (Savall et Zardet, 2008)

La norme ISO 26000 définit la responsabilité sociale comme étant « *la responsabilité d'une organisation vis-à-vis des impacts de ses décisions et de ses activités sur la société se traduisant par un comportement éthique et transparent* », cette responsabilité doit contribuer :

- Au développement durable, y' compris à la santé et au bien-être de la société ;
- A la prise en compte des attentes des parties prenantes
- Au respect des lois en vigueur, tout en étant en cohérences avec les normes internationales de comportement, qui sont intégrées à l'ensemble de l'organisation et mis en œuvre dans ses relations.

L'objet de la présente communication est de mettre l'accent sur les contraintes que subissent les entreprises algériennes dans le cadre du processus de certification/normalisation, notamment via l'adoption des principes de la norme ISO 26000.

Pour traiter l'objet en question, nous avons adopté une approche qualitative véhiculée essentiellement par une analyse documentaire , les résultats font ressortir essentiellement deux contraintes majeures, en l'occurrence : la nécessité d'intégrer les enjeux de la RSE dans le management des entreprises algériennes via une meilleure prise de consciences des différentes parties prenantes et le coût du processus de certification /normalisation qui constitue un frein majeur pour l'obtention de la norme ISO 26000 .

Mots clés : normalisation, ISO26000, RSE, éthique, développement durable

« Responsabilité territoriale des entreprises : Enjeux pour les entreprises et les territoires »

Par : BOURREKACHE Ferroudja & BEN AMARA-SAIT Karima

Résumé

L'idée qui véhicule notre réflexion est centrée sur l'impact de la RSE sur le territoire. La RTE est le fait que chaque entreprise se doit, de rendre des comptes au territoire sur lequel elle est implantée. Celle-ci devrait ambitionner non plus uniquement à se développer pour son propre intérêt, mais aussi à **contribuer positivement à son territoire local**. La RTE a donc pour objectif d'aligner les intérêts des entreprises avec ceux de la communauté locale, dans le but de favoriser un développement équilibré et bénéfique pour l'ensemble des acteurs.

Concrètement, cela signifie que les entreprises lancées dans une démarche RTE soutiennent le **développement économique local** de leur région et mettent les **problématiques environnementales et sociales** au cœur de leurs préoccupations. Pour cela, elles ont par exemple la possibilité de créer des emplois et/ou de participer activement aux initiatives sociales et culturelles du territoire. Elles s'engagent également à préférer des pratiques respectueuses de l'environnement afin de réduire le plus possible leur empreinte écologique.

« Responsabilité Sociétale des petites et moyenne entreprises en Algérie : état des lieux et perspectives »

Par : BABOU Omar & HAMDAD Toufik

Résumé

Le secteur productif en Algérie est caractérisé par la prédominance de la taille réduite des entreprises. A titre indicatif, les statistiques du Ministère de l'Industrie révèlent que sur les 1359803 PME recensés pour l'année 2022, plus de 98% d'entre-elles sont des micro-

entreprises avec moins de 10 salariés. Des micro-entreprises et des petites entreprises informelles qui fournissent la plupart des emplois mais qui opèrent dans des industries à faible productivité, conjugué à un emploi informel occupant 30 à 40 % de la population active.

Cela dit, ces micro-entreprises sont caractérisées par un mode de fonctionnement informel (non-déclaration de l'ensemble des salariés, fraude fiscales et sociales, etc.). Mais, au même temps, ces entreprises jouent un rôle sociale indéniable en permettant aux exclus du marché du travail officiel d'accéder à un emploi et de gagner un revenu. Cependant, ces emplois sont loin d'être décents au sens du BIT (1993).

L'objet de notre communication est double : d'abord discuter du rôle social des entreprises informelles et ensuite proposer des pistes de formalisation de l'informel qui permettent non seulement de sortir de l'informel mais aussi de préserver les emplois créés mais aussi d'atteindre les objectifs du travail décent au sens du BIT et qui, par ricochet, constitue, avec la croissance économique, le huitième point des objectifs du développement durable (ODD). Autrement dit, nous considérons que dans le cas de l'Algérie la responsabilité sociale de l'entreprise ne peut ignorer ce pan important de micro-entreprises qui, elles-mêmes, jouent un rôle sociale considérable malgré leurs fonctionnement en dehors des règles d'une économie standard ; mais au même temps il est question de modernisation de ces entreprises dans leurs propre intérêt mais aussi dans l'intérêt des travailleurs et de toute la société dans laquelle s'insère cette entreprise.

Après avoir fait le tour sur la question de l'informel d'un point de vue théorique en s'attardant sur l'approche institutionnelle, nous décortiquons, dans ce travail, les faits saillants des PME et de l'informel en Algérie, et nous examinons enfin, les pistes de formalisation de l'informel dans une perspective centrée sur les ODD.

Mots clés : Informel, objectifs du développement durable, petite et moyenne entreprises, responsabilité sociale, travail décent.

« La pratique de la responsabilité sociale des entreprises (RSE) par les normes ISO : Cas de l'Entreprise Nationale des Industries de l'Electroménager (ENIEM) »

Par: OUCHALAL Houria ; LAMROUS kathia ; BELGAID Lynda

Résumé

Dans sa logique d'amélioration continue, l'ISO a publié en 2000 une nouvelle version des normes de qualité visant à régler les problèmes de la précédente version et à s'adapter aux changements de l'environnement international. Cette nouvelle version se veut porteuse d'une certaine pulsion managériale qui dépasse la logique de l'assurance qualité qui a régné dans la version de 1994 (Arab A, 2014).

Dans cette nouvelle version l'entreprise se conçoit comme un ensemble de processus orientés client.

La Responsabilité Sociale des Entreprises **RSE** est une démarche qui permet aux entreprises d'intégrer, sur la base du volontariat, des objectifs de développement durable dans leurs orientations stratégiques et dans leurs pratiques. Une entreprise qui pratique la RSE va donc chercher à avoir un impact positif sur la société tout en étant économiquement viable (Laib A, 2018).

L'objet de notre communication est d'analyser la contribution des normes ISO à la prise en compte du développement durable dans les préoccupations managériales des entreprises publiques algériennes en référence au cas de l'ENIEM.

C'est dans ce contexte que, notre communication aspire à répondre à la problématique suivante : Dans quelle mesure le choix de la certification ISO contribue à rendre les

entreprises socialement responsables en se basant sur la contribution de chaque norme de certification sur la prise en charge des dimensions de développement durable ?

Dans le cadre de la présente communication nous allons présenter les principaux résultats d'un travail empirique, réalisé en 2024 au sein d'une entreprise publique industrielle algérienne à savoir L'ENIEM de Tizi-Ouzou qui est la première entreprise à l'échelle nationale à obtenir en juin 1998 le certificat de conformité à la norme Internationale ISO 9002/94 auprès de l'AFAQ. Ce dernier vient d'être renouveler avec QMI (Canada).

L'ENIEM est confrontée à la concurrence directe des plus grands producteurs mondiaux d'électroménager. Les importateurs, bénéficiant de puissants réseaux de soutien et de protection, lui livrent une concurrence que ses cadres qualifient souvent de déloyale.

Méthodologie de recherche

En plus de l'exploitation d'une foisonnante documentation (ouvrages, revues, mémoires, articles, documentation de l'entreprise enquêtée, etc.) nous avons privilégié, pour notre approche, les outils permettant d'appréhender la réalité du terrain à savoir :

A- l'enquête directe, réalisée au niveau du :

- D.D.P (Département de Développement et de Partenariat) /ENIEM de Tizi-Ouzou ;

Cette enquête est réalisée sous deux (02) formes :

➤ L'enquête par **entretien** réalisée au niveau :

- De l'assistant du département développement et partenariat (DDP) de la direction générale de l'ENIEM ;
- De l'assistant chargé d'études et analyse du travail / DRH ;

Il est à noter que ce type d'enquête pourra nous permettre d'acquérir une information qualitative plutôt que quantitative. De même qu'elle nous permettra de satisfaire notre curiosité par des réponses précises aux questions posées relatives à notre thème.

➤ L'enquête par questionnaire adressée :

- Aux responsables de la direction générale de l'ENIEM.

Enfin, notre étude dénote l'absence d'une véritable stratégie de développement durable et de responsabilité sociale dans entreprises tant chez les pouvoirs publics que chez les entreprises économiques algériennes.

Mots-clés : Responsabilité Sociétale des Entreprises, Normes ISO, Entreprises Publiques Algérienne, Gouvernance, Développement Durable.

« Réinventer la gouvernance RSE : Benchmarking des modèles d'excellence pour une performance durable »

Par : OUAMAR-BERKAL Sabrya ; SI MANSOUR Farida ; DAHMOUNE Rahdia

Résumé

Dans un contexte global où les entreprises sont de plus en plus poussées à adopter des pratiques durables, la gouvernance RSE (Responsabilité Sociétale des Entreprises) est devenue un levier essentiel pour répondre aux attentes sociétales, environnementales et économiques. Face à l'évolution rapide des normes internationales et à la montée en puissance des questions de durabilité, les entreprises cherchent à adapter leurs modèles de gouvernance pour atteindre une performance durable tout en conservant leur compétitivité.

Notre questionnement est donc de savoir comment réinventer la gouvernance RSE en intégrant les meilleures pratiques issues de divers modèles d'excellence à travers le monde, afin de répondre aux défis contemporains de durabilité et de compétitivité des entreprises ?

Cette recherche s'inscrit dans une démarche d'analyse comparative (Benchmarking) des modèles d'excellence en matière de gouvernance RSE, dans le but de proposer une approche réinventée, plus flexible et adaptable aux défis actuels.

La méthodologie adoptée se déroule en plusieurs étapes :

Dans un premier temps, une revue de la littérature : avec un essai d'analyse des publications récentes sur la gouvernance RSE et les modèles performants puis dans un second temps, nous allons établir une identification des entreprises et des pays reconnus pour leur leadership en matière de RSE (ex. : Japon, Scandinavie, Europe, États-Unis), en s'appuyant sur des critères de performance durable. Cette analyse se fera sur la base de données qualitative provenant des rapports RSE et d'études empiriques déjà publiées.

Mots clés : RSE, Gouvernance, Benchmarking, Performance.

« L'économie de fonctionnalité et de coopération comme levier de résilience face aux crises globales »

Par : GUERCHOUH Mouloud & SI-SALAH Karima

Résumé

Après des décennies de surconsommation, alimentée par un modèle linéaire consistant à « extraire, produire, consommer et jeter », nous sommes désormais confrontés à une ère où l'éphémère des produits et l'individualisme prédominent. Cette course incessante à la consommation de ressources et à la production de biens et services a des conséquences profondes sur notre société.

Les entreprises ont joué un rôle central dans ce mouvement, en favorisant le développement technologique qui a enrichi les sociétés et les individus, mais elles ont également largement contribué à la dégradation de la planète, le changement climatique, la raréfaction des ressources et les inégalités sociales. Cette responsabilité ne peut être ignorée, ce qui les pousse à participer activement à la résolution des défis liés au développement durable et en assumant leur responsabilité pleinement. L'une des solutions adoptées par les entreprises s'inscrit dans le cadre des modèles de production et de consommation circulaires, dont l'économie de fonctionnalité, ou économie servicielle constitue l'un de ses sept piliers.

En effet, l'économie de fonctionnalité joue un rôle clé dans la réponse aux défis posés par les crises globales. En remplaçant la vente de biens matériels par des solutions intégrées combinant biens et services, Elle permet de dissocier la consommation de ressources naturelles de la création de valeur et de la croissance économique, favorisant ainsi une consommation responsable et durable. Ce modèle incite les fabricants à prolonger la durée de vie des produits et à optimiser leur utilisation, réduisant ainsi le gaspillage des ressources naturelles et soutenant l'économie circulaire.

En outre, en favorisant des relations continues entre fournisseurs et clients, l'économie de fonctionnalité renforce l'engagement collectif vers des pratiques durables. Elle se concentre sur la vente de l'usage d'un bien plutôt que sur sa propriété, permettant au producteur de conserver la propriété tout en offrant une valeur d'usage au client. Cette approche améliore la position des entreprises sur le marché et s'inscrit dans une démarche de responsabilité sociétale, contribuant à réduire les impacts environnementaux et sociaux négatifs de l'activité économique et à atteindre les objectifs de développement durable.

Problématique : *comment l'économie de fonctionnalité peut-elle contribuer à une politique de RSE durable tout en répondant aux défis économiques, sociaux et environnementaux, engendrés par les crises globales ?*

Mot clés : crises globales, éphémérité des produits, économie de fonctionnalité, RSE, solutions intégrées, économie circulaire.

« La mutation du métier bancaire à l'ère de l'inclusion sociale »

Par : SI AMER Hadjira & CHALAL Salim

Résumé

La crise financière de 2008 était à l'origine de la situation de fragilité qu'avait développée l'économie mondiale, une fragilité masquée par le succès de la libéralisation globale des banques et des marchés financiers, du développement de l'inclusion financière, de l'intégration des économies et de l'action victorieuse des banques centrales pour lutter contre l'inflation. Cette situation a engendré des crises de surendettement, qui se préparent en période de prospérité, et que les agents économiques profitent de la croissance et des taux d'intérêt bas pour emprunter, parfois au-delà du raisonnable.

Mais, lorsque les taux d'intérêt se retournent à la hausse, en particulier du fait du resserrement monétaire, l'endettement qui paraissait soutenable compte tenu du niveau modéré des taux, devient insupportable et vise au surendettement qui fait référence à un problème d'excès de dette résultant de l'incapacité d'un ménage à faire face à celle-ci. Ce phénomène découle sur un effet circulaire qui aura pour conséquence d'aggraver la situation financière des ménages concernés, il engendre inévitablement l'exclusion sociale.

Or l'accès aux services bancaires est un facteur nécessaire pour garantir une cohésion sociale qui se traduit par les engagements sociaux au travers de la responsabilité sociétale.

Les banques doivent appliquer des pratiques dites responsables dans le cadre de leur gestion stratégique, afin de tenir compte des relations avec la société et des enjeux sociaux pour la poursuite à leur performance financière.

Mots clés : L'inclusion sociale, la responsabilité sociétales des banques, l'inclusion financière, la performance financière.

« La RSE entre choix et obligation : quelles spécificités selon les typologies des entreprises »

Par: SMADI Amina & ABRIKA Belaid

Résumé

La Responsabilité Sociétale d'Entreprise (RSE) est une approche novatrice de mise en place d'une ligne directrice pour les entreprises dans l'optique d'aligner les intérêts commerciaux avec les enjeux environnementaux et les nouvelles exigences sociales. Cette démarche permet de meilleures relations avec les parties prenantes fondée sur une gouvernance transparente et participative. Cette dernière vient compléter les autres problématiques environnementales imposantes de la planète en lien avec les nouvelles exigences en matière de conditions de travail et de bien-être social. Par l'adoption des principes de la RSE, l'entreprise s'intéresse à son écosystème global dans lequel elle agit comme étant un acteur de développement mais aussi en tant que source de nuisance multiple. En plus de la dimension économique, premier objectif des entreprises capitalistes, la RSE vise l'équilibre interne, par une gestion managériale plus efficace, et externe par l'évaluation et l'amélioration de son impact négatif sur la société et les territoires.

L'engagement de ces entreprises implique une prise de responsabilité envers les différentes parties prenantes : les employés, les clients, les fournisseurs et les communautés locales.

Cet engagement mérite d'être analysé en mettant l'accent sur les spécificités des entreprises en termes de tailles, de secteurs d'activités, du degré d'impact négatif engendré sur l'environnement, etc.

A partir de là, nous nous questionnons d'une part, sur l'intégration volontaire par les entreprises des préoccupations sociales et environnementales à leurs activités commerciales et leurs relations avec leurs parties prenantes, et d'autre part sur les nouvelles formes de pressions socio-écologiques impliquant l'obligation d'adoption de la RSE dans la gouvernance de l'entreprise. Autrement dit, cette obligation contextuelle de s'appuyer sur la RSE pour répondre à des formes de pressions issues de la société est devenue de plus en plus exigeante envers les entreprises, mais aussi des changements climatiques qui se manifestent par une détérioration de l'écosystème naturel donnant lieu à une prise de conscience de la primauté de la dimension environnementale sur la recherche de profit illimité.

Pour se faire, notre travail consiste à présenter en premier lieu la RSE en lien avec les entreprises agissant et s'alimentant de leur contexte et de leur territoire. Par la suite, notre contribution portera sur les spécificités et les points communs entre la RSE avec des catégories spécifiques d'entreprises (entreprises vertes, entreprises sociales de l'ESS, grandes entreprises polluantes pour finir avec les entreprises de l'économie informelle).

Cette typologie d'entreprises a pour objectif de faire sortir les spécificités de la démarche, enjeux et du fondement de la RSE. Nos principales conclusions, basées sur l'analyse de rapports, statistiques et analyses théoriques, manifestent que la maximisation de profit demeure le premier et le dernier objectif des entreprises eux égard de l'image de marketing adoptée sous forme d'engagement ou de choix non délibéré signifiant une obligation de suivre les nouvelles exigences tout en maintenant des rouages tel que les pratiques de greenwashing pour certaines et l'approche caritative pour d'autres. Pour conclure, nous dirons que la RSE pour ces différentes catégories d'entreprises présente des points communs liés à leur fondement et fonctionnement de base d'où la question du choix ou non de la démarche RSE.

Rapport de synthèse du colloque

Par : GUERCHOUH Mouloud (Président du colloque)

Introduction

La Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) en Algérie, bien qu'encore en phase émergente, se positionne comme un levier stratégique pour la transition vers un développement durable. Ce colloque a réuni divers intervenants pour analyser les dynamiques locales et sectorielles, les stratégies organisationnelles et les perspectives d'avenir. Ce rapport synthétise les problématiques, conclusions et recommandations issues des discussions.

La Responsabilité Sociétale des Entreprises en Algérie se présente comme un levier stratégique pour transformer le tissu économique et social du pays. Bien que les entreprises contribuent au développement socio-économique local, elles peinent encore à intégrer pleinement les dimensions environnementales et sociales dans leurs pratiques. Les initiatives telles que le développement de produits destinés à des consommateurs spécifiques montrent un potentiel d'innovation, mais il existe un défi majeur : trouver l'équilibre entre la rentabilité et les besoins sociétaux. De plus, bien que la RSE puisse

améliorer la performance économique et le respect des normes, les coûts d'intégration restent un frein, notamment pour les petites et moyennes entreprises (PME).

Les entreprises familiales, par exemple, font face à des difficultés pour transmettre les valeurs de la RSE tout en gérant des ressources limitées. L'adoption des normes ISO, telles que l'ISO 14001 et l'ISO 26000, reste également limitée par des contraintes financières et techniques. Par ailleurs, bien que des projets comme la valorisation des eaux usées et l'économie circulaire montrent des avancées, des modèles tels que l'économie de fonctionnalité demeurent sous-exploités. En matière de développement territorial, des initiatives comme la labellisation agricole illustrent la complémentarité entre la RSE et les politiques publiques, mais une intégration plus poussée est nécessaire.

L'inclusion sociale et le secteur informel représentent également des enjeux majeurs. La RSE pourrait structurer ce secteur et promouvoir des conditions de travail décentes, contribuant ainsi à une meilleure résilience économique. Les banques algériennes, de leur côté, commencent à adopter des critères RSE, ce qui renforce la résilience des entreprises face aux crises économiques. Cependant, plusieurs enjeux demeurent. Les entreprises souffrent d'un manque de ressources et de cadres adaptés pour une adoption systématique de la RSE. En outre, une sensibilisation insuffisante des entreprises, des gouvernements et des consommateurs freine la généralisation de ces pratiques. Bien que la RSE soit perçue comme un outil de résilience face aux crises, les entreprises tardent encore à l'intégrer de manière systématique.

Il existe néanmoins des opportunités pour améliorer la situation. Les entreprises qui intègrent la RSE renforcent leur réputation, fidélisent leurs parties prenantes et accèdent à de nouveaux marchés. Des exemples comme CEVITAL et SAIDAL illustrent des démarches innovantes malgré les limitations normatives. Les approches méthodologiques de collecte de données permettent également de mieux comprendre les motivations et obstacles à l'adoption de la RSE, offrant ainsi des pistes pour une mise en œuvre plus large.

Pour aller de l'avant, les initiatives RSE doivent être adaptées aux spécificités locales de l'Algérie. Cela implique de prendre en compte les contraintes financières, culturelles et légales propres au pays. Un effort particulier doit être consenti pour aider les anciennes entreprises et les parties prenantes à bénéficier des avantages de la RSE, tout en sensibilisant les consommateurs et les décideurs. Une collaboration renforcée entre les entreprises et les autorités publiques est essentielle pour intégrer pleinement la RSE dans les stratégies nationales, ce qui maximisera son impact. Cela nécessite une gouvernance inclusive et participative, essentielle pour garantir l'efficacité des politiques RSE.

Pour favoriser une transition vers des modèles économiques durables, l'économie circulaire, l'éco-conception et la comptabilité intégrative doivent être promues. Ces pratiques permettent de concilier respect de l'environnement et viabilité économique.

De plus, les entreprises doivent être incitées à déployer des initiatives environnementales visibles, telles que le recyclage, la réduction des emballages et l'utilisation des énergies renouvelables. Il est également crucial d'améliorer les conditions d'insertion professionnelle en assurant la durabilité des emplois et des conditions de travail. Enfin, les entreprises doivent anticiper les évolutions réglementaires et se préparer aux normes émergentes afin de transformer les contraintes en opportunités.

Dans ce contexte, la RSE en Algérie représente un levier clé pour la transformation du pays. Bien que des contraintes économiques et culturelles persistent, les entreprises peuvent tirer parti des opportunités offertes par la RSE pour renforcer leur compétitivité, leur innovation et leur résilience. Ce changement nécessitera un engagement collectif et une gouvernance participative pour intégrer sincèrement les principes de durabilité dans les modèles d'affaires. Une RSE efficace pourrait ainsi jouer un rôle central dans la transition économique et environnementale de l'Algérie

Conclusion

Malgré des contraintes économiques et culturelles, les entreprises peuvent tirer parti des opportunités offertes par la RSE pour renforcer leur compétitivité, leur innovation et leur résilience. Ce changement requiert un engagement collectif, une gouvernance participative et une intégration sincère des principes de durabilité dans les modèles d'affaires. Une RSE efficace pourrait ainsi jouer un rôle clé dans la transition économique et environnementale de l'Algérie.